

REPUBLIQUE GABONAISE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

<p>EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE A MOYEN ET LONG TERME EN 2015</p>
--

JUILLET 2016

AVANT - PROPOS

En 2015, le Gabon a renforcé sa présence sur le marché de la dette en vue de recourir à des ressources additionnelles, suite à la baisse du prix du baril de pétrole enregistrée depuis 2014. En effet, soucieux de poursuivre son vaste programme d'investissements contenu dans le Schéma Directeur National des Infrastructures, le pays a davantage recours aux marchés financiers international et régional.

Le recours continu à l'endettement a maintenu la dette à un niveau élevé. En effet, le taux d'endettement est passé au-dessus du seuil de 35% fixé dans la stratégie d'endettement. Toutefois, le ratio d'endettement reste largement en dessous du seuil communautaire arrêté à 70% du Produit Intérieur Brut. Au vue de cette situation, les gestionnaires de la dette devraient s'assurer que le niveau de la dette publique à moyen et long terme reste viable.

La Direction Générale de la Dette, dont la mission principale est de mettre en œuvre la politique d'endettement de l'Etat et d'assurer une gestion active de la dette publique, veille à ce que le profil d'endettement ne s'éloigne pas durablement des plafonds arrêtés par le gouvernement dans le document de stratégie d'endettement public. Ainsi, elle met régulièrement à la disposition des autorités des publications et des études en vue d'orienter leur prise de décision. Par ailleurs, ces documents sont également accessibles au grand public.

De même, le rapport sur l'exécution de la dette à moyen et long terme donne une compréhension plus large de la situation d'endettement au Gabon. La production de ce document, répond aux normes de transparence exigées par les organismes internationaux et les bailleurs de fonds. De plus, il éclaire aussi bien le public que les investisseurs sur les questions relatives à la dette publique. Le présent rapport est la cinquième édition du genre, il est produit annuellement par la Direction Générale de la Dette.

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Reserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale

Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS.....	2
AVERTISSEMENT.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014.....	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2010 à 2014.....	8
1.2. Evolution des décaissements de 2010 à 2014	12
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2010 à 2014	14
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2010 à 2014.....	16
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2010 à 2014.....	19
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2015.....	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015	22
2.2. Conditions d'emprunt en 2015	27
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2015	32
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2015.....	34
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2015	35
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2015.....	38
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015.....	40
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2015	40
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2015	42
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2015	45
CONCLUSION	50
ANNEXES	52
LISTE DES TABLEAUX	64
LISTE DES GRAPHIQUES	66
TABLE DES MATIERES.....	67

INTRODUCTION

En 2015, le contexte économique international reste marqué par le maintien, à un niveau soutenable de l'activité économique. Malgré une légère baisse par rapport à l'année 2014, la croissance économique mondiale demeure relativement stable en s'établissant à 3,1%. Cependant, l'on observe encore des disparités dans la dynamique de croissance entre les différentes zones géographiques. Dans les économies avancées, la reprise s'est poursuivie, bénéficiant notamment, du soutien apporté à la consommation par la baisse du prix du carburant qui découle de la chute du cours du pétrole sur le marché international. En effet, aux Etats unis, la croissance est restée soutenue, la zone Euro quant à elle, a connu une amélioration significative en 2015. En revanche, certains grands pays émergents ont vu leurs économies décélérer nettement ou s'enfoncer dans des récessions.

Les économies africaines continuent de se développer à un rythme soutenu en 2015. Toutefois, cette expansion demeure moins prononcée que celle enregistrée ces dernières années, du fait principalement des conséquences négatives de la chute du cours du baril de pétrole et d'autres produits de base.

Au Gabon, en dépit du contexte économique actuel, la croissance progresse pour s'établir à 5,7%. Cette dernière est soutenue par le secteur hors pétrole notamment les industries de transformations, l'agro-industrie, l'eau et l'électricité, les services, le commerce et les bâtiments et travaux publics.

Sur le plan financier, les principales Banques Centrales, dans le but de consolider la reprise économique, ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes et ainsi maintenu leur taux directeur à un niveau bas. Toutefois, les taux d'intérêt américain connaissent une hausse entre 2014 et 2015 en raison de l'embellie enregistrée par l'économie américaine. Pour ce qui est des parités de change, l'Euro s'est déprécié et s'échange à 1,110 dollar américain contre 1,329 dollar américain en moyenne en 2014. Le volume des émissions obligataires des pays émergents reste relativement important malgré la remontée des taux d'intérêts américains.

Afin de poursuivre le vaste programme d'investissement contenu dans le Schéma Directeur Nationale des Infrastructures 2012-2016, le Gabon a accentué sa présence sur le marché de la dette en 2015. Les ressources ainsi mobilisées ont servi principalement à la réalisation des projets de soutien à la production notamment la route, l'eau et l'électricité.

Le rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2015 s'articule autour des points ci-après:

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2010 à 2014 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2015 ;
3. Service de la dette publique en 2015 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2015 ;

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014

L'analyse de l'exécution de la dette publique de 2010 à 2014 présente l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements sur financements extérieurs et intérieurs, du service réalisé, de l'encours et des indicateurs de viabilité.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2010 à 2014

1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2010 à 2014

Des nouveaux engagements ont été contractés à hauteur de 2480,4 milliards de francs CFA sur la période allant de 2010 à 2014, soit une moyenne annuelle de 496,1 milliards de francs CFA. Ces nouvelles signatures représentent 93,0% d'emprunt extérieur et 7,0% de dette intérieure.

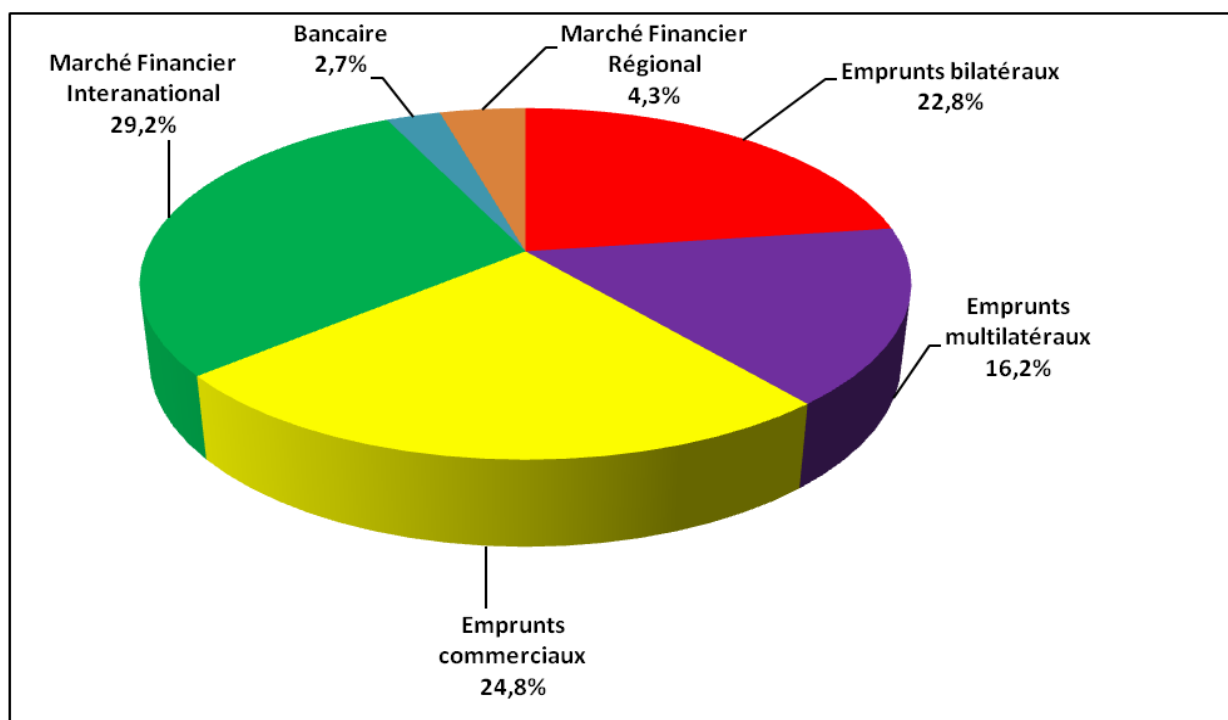
Les nouveaux emprunts extérieurs s'établissent à 2306,3 milliards de francs CFA. Ils comprennent 724,5 milliards de francs CFA d'emprunts sur le marché financier, 614,3 milliards de francs CFA d'engagements commerciaux, 565,5 milliards de francs CFA de dettes bilatérales et 402,0 milliards de francs CFA de dettes multilatérales.

La dette multilatérale enregistre une forte hausse passant ainsi de 5,3% sur la période 2009-2013 à 17,4% sur la période sous revue. Cependant, les nouveaux engagements envers le marché financier international et les créanciers commerciaux régressent, passant de 38,1% à 31,4% pour le premier et de 32,5% à 26,6% pour le second. Toutefois, leur part dans le total des nouveaux engagements extérieurs demeure prédominante avec 58,0%. La dette bilatérale quant à elle, reste relativement stable passant de 24,0% à 24,5%

Pour ce qui est des nouveaux engagements intérieurs, ils s'élèvent à 174,1 milliards de francs CFA. Ces derniers sont essentiellement composés de dettes envers le marché financier régional pour un montant de 106,6 milliards de francs CFA et d'emprunts bancaires pour un montant de 67,5 milliards de francs CFA.

Globalement, les emprunts contractés sur le marché financier international et auprès des créanciers commerciaux représentent respectivement 29,1% et 24,8% du total des nouveaux engagements. Quant à la dette bilatérale et la dette multilatérale, elles concentrent 22,8% pour la première et 16,2% pour la seconde de l'ensemble des nouveaux emprunts. En ce qui concerne la dette intérieure, les emprunts contractés sur le marché financier régional et auprès des banques constituent 4,3% et 2,7% du total des nouveaux engagements.

**GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2010 A 2014
(EN POURCENTAGE)**



Sur la période 2010-2014, le total des nouveaux engagements enregistre une hausse de 21,7% comparativement à la période précédente. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation des engagements contractés auprès des créanciers multilatéraux en 2014.

Les nouveaux emprunts signés sur la période 2010-2014 représentent 5,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) contre 5,3% sur la période précédente. Le niveau le plus élevé est atteint en 2013 avec 15,7% du PIB et le plus bas en 2011 avec 2,1% du PIB.

1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2010 à 2014

Au cours de la période sous revue, 55 contrats de financement ont été signés par l'Etat. Ces ressources ont été affectées à la réalisation de 20 projets d'équipement et d'infrastructure.

La part des nouveaux emprunts affectée aux secteurs de soutien à la production que sont la route, l'électricité et l'eau connaît une hausse de six (6) points sur la période 2010-2014. En effet, elle représente 35,0% du montant global des nouveaux emprunts contre 29,0% sur la période 2009-2013.

Le secteur social qui regroupe la santé, l'habitat, l'éducation et la formation professionnelle, a englobé 12,1% du total des nouveaux engagements contre 17,8% sur la période 2009-2013

Les secteurs de l'agriculture, pêche et élevage, du bâtiment et travaux publics, de la défense et sécurité, de la communication et télécommunication et du sport concentrent 16,3% de l'ensemble des nouveaux emprunts entre 2010-2014 comparativement à la période précédente où ils totalisaient 11,0%.

Enfin, divers projets d'investissement contenus dans le Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) englobent 36,6% des nouveaux financements sur la période d'étude contre 42,3% entre 2009 et 2013.

La route a bénéficié de 693,4 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Ces ressources ont servi à l'aménagement du tronçon PK12-Bifoun, aux travaux de la phase II du Programme Routier sur la Nationale 2, à la construction de la route Port-Gentil-Omboué, du pont sur l'Ogooué à Booué, du pont Boulingui et à l'aménagement de la route Ndendé-Doussala-Dolisie.

Les nouveaux financements ont été affectés au secteur de l'électricité et l'eau à hauteur de 175,3 milliards de francs CFA. Concernant l'électricité, les fonds ont été axés essentiellement vers la sécurisation du réseau de distribution d'électricité à Libreville, le réseau interconnecté du Woleu Ntem et la poursuite des travaux de la centrale d'Alénakiri. Quant au secteur de l'eau, les financements ont été affectés à l'alimentation en eau potable de la ville de Libreville.

Les secteurs de la santé, de l'habitat, de l'éducation et de la formation professionnelle ont profité des nouveaux engagements pour un montant de 299,5 milliards de francs CFA. Les ressources affectées à la santé concernent la continuité des travaux de construction des centres hospitaliers universitaires de Libreville et d'Owendo. Les fonds attribués à l'éducation et à la formation professionnelle ont contribué à l'appui de ces derniers.

L'agriculture, pêche et élevage, les BTP, la défense et sécurité, la communication et télécommunication et le sport ont disposé de 363,6 milliards de francs CFA des nouveaux engagements. Les projets ayant essentiellement bénéficié de ces financements sont, le projet développement et d'investissement agricole, les bassins versants de gué-gué, la livraison de navires, le centre pénitencier, la réhabilitation et l'amélioration des installations de télécommunication et la réhabilitation du complexe multisports Omar Bongo Ondimba.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2010 à 2014

Sur la période 2010-2014, les termes moyens des nouveaux engagements ont une maturité de 13,6 ans, un délai de grâce de 4,6 ans et un taux d'intérêt de 2,7%. Comparativement à la période précédente où ils se situaient en moyenne à 12,4 ans pour la maturité, 3,6 ans pour le différé et 3,1% pour le taux d'intérêt, ces termes connaissent

une légère amélioration. Dans l'ensemble, les conditions d'engagements sont principalement soutenues par les modalités des emprunts extérieurs.

Les nouveaux engagements extérieurs ont une maturité moyenne de 14,1 ans, un différé moyen de 4,8 ans et un taux d'intérêt moyen de 2,6%. Contrairement à la période 2009-2013 où ils étaient respectivement de 12,6 ans, 3,7 ans et 3,1%.

Les prêts bilatéraux sont ressortis avec une maturité moyenne de 18,1 ans, un différé moyen de 6,5 ans et un taux d'intérêt moyen de 1,7%. Pour ce qui est des engagements multilatéraux, leurs termes moyens sont de 18,2 ans pour la maturité, de 4,6 ans pour le délai de grâce et de 1,9% pour le taux d'intérêt. Les engagements commerciaux ont une durée de remboursement de 9,7 ans, un différé d'amortissement de 2,7 ans et un taux d'intérêt de 2,9%. Quant aux emprunts contractés sur le marché financier international, ils ont une maturité moyenne de 11,0 ans, un différé de 8,0 ans et un taux d'intérêt de 6,4%.

Les engagements intérieurs pour leurs parts, enregistrent une maturité moyenne de 0,9 an, un différé moyen de 0,5 an et un taux d'intérêt de 1,8% sur la période 2010-2014 contre respectivement 1,6 an, 0,4 an et 3,7% sur la période précédente. Les prêts bancaires obtenus sans délai de grâce, ont une maturité moyenne de 1,0 an et un taux d'intérêt de 2,8%. En ce qui concerne le marché financier régional, il enregistre une maturité moyenne de 2,1 ans, un différé moyen de 1,4 an et un taux d'intérêt de 3,6%.

	Maturités en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt en %
Emprunt Extérieur	14,1	4,8	2,6%
Bilatéraux	18,1	6,5	1,7%
Multilatéraux	18,2	4,6	1,9%
Commerciaux	9,7	2,7	2,9%
Marchés financier	11,0	8,0	6,4%
Emprunt Intérieur	0,9	0,5	1,8%
Bancaire	1,0	0,0	2,8%
Marché Financier Régional	2,1	1,4	3,6%
Ensemble	13,6	4,6	2,7%

De 2010 à 2014, les taux d'intérêts variables ont représenté 66,9% des nouveaux engagements et ceux à taux fixes 33,1 %. En revanche, les nouveaux emprunts signés sur la période précédente l'ont été pour 40,0% à taux d'intérêts fixes et 60,0% à taux d'intérêts variables. Par ailleurs, les prêts conclus sur la période d'étude représentent 25,2% de taux de change fixes et 74,8% à taux variables contre respectivement 28,6% et 71,4% sur la période précédente.

La part des taux d'intérêt fixes des nouveaux engagements dans la période d'étude connaît une tendance baissière. Elle découle essentiellement du regain des emprunts à taux d'intérêts flottants en 2014. Pour ce qui est des taux de changes fixes, leur part se

situé sur la période 2010-2014 à 74,8% contre 71,4% sous la période précédente. Cela résulte de la volonté des Autorités à maîtriser l'exposition du portefeuille aux risques de change. Ce qui explique que la totalité des nouveaux engagements conclus en 2014 soient à taux de change fixe.

1.2. Evolution des décaissements de 2010 à 2014

De 2010 à 2014, le montant des tirages s'est élevé à 2082,6 milliards de francs CFA. Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs représentent respectivement 91,6% et 8,4% du total des tirages. Ces derniers ont augmenté de 193,8 milliards de francs CFA par rapport à leur niveau de la période précédente.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2010 à 2014

Les tirages sur emprunts extérieurs (FINEX) se sont établis à 1908,5 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014 contre 1751,8 milliards de francs CFA sur la période précédente. La hausse de ce montant est essentiellement due à la levée de fonds sur le marché financier international en 2013.

Les décaissements sur emprunts bilatéraux et multilatéraux ont été mobilisés à hauteur de 19,3% pour le premier et 13,1% pour le second sur le total des financements extérieurs entre 2010 et 2014. En outre, les tirages effectués sur le marché financier international et auprès des créanciers commerciaux ont représentés respectivement 38,0% et 29,6% des FINEX.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2010 A 2014
En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014
Emprunt Extérieur	223,3	249,8	184,9	994,2	256,3
Bilatéral	73,4	44,1	58,0	110,7	82,3
Multilatéral	18,7	52,2	55,3	20,8	103,7
Commercial	131,2	153,5	71,6	138,3	70,3
Marché Financier International	0,0	0,0	0,0	724,5	0,0
Emprunt Intérieur	0,0	0,0	0,0	137,0	37,1
Bancaire	0,0	0,0	0,0	67,5	0,0
Marché Financier Régional	0,0	0,0	0,0	69,5	37,1
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	223,3	249,8	184,9	1 131,2	293,4

1.2.1.1. Les financements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2010 à 2014

Le montant des financements extérieurs sur emprunts bilatéraux et multilatéraux s'est élevé à 619,2 milliards de francs CFA, ce qui correspond à une moyenne annuelle de 123,8 milliards de francs CFA. Ces ressources ont augmenté de 26,2% contre 28,8% sur la période 2009-2013. Le maintien de cette évolution entre les deux périodes résulte des

décaissements effectués auprès des partenaires français, chinois, de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Islamique de Développement (BID).

Les tirages mobilisés auprès des créanciers bilatéraux ont totalisé 368,5 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014. Ces derniers enregistrent une légère hausse de 8,5% par rapport à la période précédente où ils s'élevaient à 339,6 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la forte mobilisation des ressources d'une part, auprès de l'Agence Française de Développement, pour les projets concernant la Réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane et l'Assainissement de la ville de Port-Gentil et d'autre part, auprès d'Exim Bank China pour les projets Sécurisation du réseau électrique de Libreville et l'Aménagement de la route Port-Gentil-Omboué et du Pont sur l'Ogooué à Booué.

Les décaissements sur les dettes multilatérales se sont chiffrés à 250,7 milliards de francs CFA contre 151,0 milliards de francs CFA sur la période 2009-2013. Ils progressent fortement de 66,0%. Cette nette amélioration provient principalement des tirages effectués auprès de la BAD pour la réalisation de la première phase du Programme Routier et auprès de la BID pour l'aménagement de la route Akiéni-Okondja.

1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2010 à 2014

Les financements extérieurs effectués auprès des créanciers commerciaux et sur le marché financier international ont totalisé 1289,3 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014, soit une moyenne annuelle de 257,9 milliards de francs CFA. Leur niveau reste relativement stable par rapport à la période précédente où ils étaient de 1261,1 milliards de francs CFA.

Les tirages réalisés auprès des créanciers commerciaux se sont élevés à 564,8 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014. Lesdits décaissements qui se situaient à 536,7 milliards de francs CFA sur la période 2009-2013, sont en hausse de 5,2%. Les financements ont été principalement mobilisés auprès des partenaires commerciaux français, espagnols, autrichiens, allemands, belges et hollandais à hauteur de 88,4% contre 84,8% entre 2009 et 2013.

Comme sur la période précédente, les décaissements sont essentiellement effectués auprès des institutions bancaires, que sont la française Société Générale, la filiale espagnole Deutsche Bank, la filiale autrichienne de la banque Unicredit et l'israélienne Hapoalim. Les ressources obtenues auprès des créanciers autrichiens français et espagnols augmentent respectivement de 45,5 milliards de francs CFA, 6,7 milliards de francs CFA et 1 milliard de francs CFA. Par contre, les financements effectués auprès des bailleurs belges et allemands diminuent respectivement de 22,5 milliards de francs CFA et 3,3 milliards de francs CFA. Les tirages réalisés auprès des créanciers hollandais et israéliens restent pour leurs parts stables.

Les fonds mobilisés ont été affecté notamment à l'aménagement de la route nationale 1 et de l'axe routier PK12- Bifoun, à la construction des centres universitaires Mère-Enfant et Owendo et à la poursuite des travaux de la Centrale Electrique d'Alénakiri.

Pour ce qui est du marché financier international, le montant des tirages demeure identique à celui obtenu sur la période 2009-2013, soit 724,5 milliards de francs CFA. Ces ressources ont servi à 40,7% au rachat d'une partie de l'Eurobond émis en 2007 et à 59,3% à l'accélération de la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI).

1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2010 à 2014

Les tirages sur financements intérieurs (FININ) se sont chiffrés à 174,1 milliards de francs CFA sur la période sous revue contre 137,0 milliards de francs CFA entre 2009 et 2013. Tout comme la période précédente, les décaissements sur emprunts intérieurs ont été effectués uniquement auprès des créanciers bancaires et sur le marché financier régional.

Les créanciers bancaires ont permis de mobiliser 67,5 milliards de francs CFA entre 2010 et 2014, soit 38,8% du montant global des financements intérieurs. Ces ressources ont été entièrement obtenues auprès de l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédits (APEC).

Les fonds décaissés sur le marché financier régional se sont établis à 106,6 milliards de francs CFA sur la période d'étude contre 69,5 milliards de francs CFA sur la période antérieure; soit une hausse de 53,4%. Cette tendance découle de l'émission d'un emprunt obligataire en 2014, pour un montant de 37,1 milliards de francs CFA.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2010 à 2014

Sur la période 2010-2014, le service de la dette publique s'est fixé en moyenne à 430,7 milliards de francs CFA. Il se compose de 342,0 milliards de francs CFA de principal et de 88,6 milliards de francs CFA d'intérêts. La moyenne du service est sensiblement similaire à celle de la période précédente. En effet cette dernière s'élevait à 438,6 milliards de francs CFA entre 2009 et 2013.

Ce service a été réalisé à 75,1% au bénéfice des créanciers extérieurs et à 24,9% au profit des créanciers intérieurs. La répartition reste relativement stable comparativement à celle de la période précédente.

1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2010 à 2014

Le service de la dette extérieure s'est établi en moyenne à 323,2 milliards de francs CFA avec 236,9 milliards de francs CFA de principal et 86,3 milliards de francs CFA

d'intérêts sur la période 2010-2014. En 2013, ce service s'est situé à 614,5 milliards de francs CFA, soit 38,0% du total du service extérieur, ce qui correspond au niveau le plus élevé sur la période. Ce niveau se justifie par le rachat par anticipation d'une partie de l'emprunt obligataire international émis en 2007.

Le service au profit des créanciers bilatéraux s'est chiffré en moyenne à 40,3 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014, soit 12,5% du montant global du service extérieur. Le service de la dette bilatérale qui était de 44,6 milliards de francs CFA sur la période précédente, enregistre une légère baisse de 4,3 milliards de francs CFA.

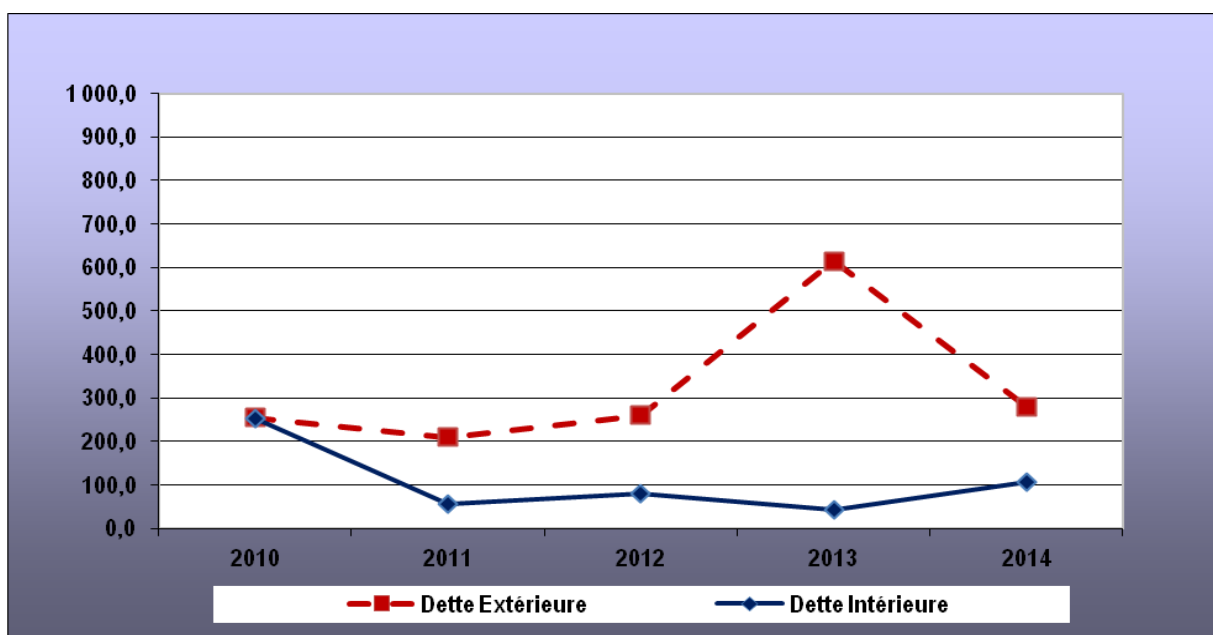
Le service de la dette multilatérale pour sa part, s'est élevé en moyenne à 33,5 milliard de francs CFA contre 34,7 milliards de francs CFA sur la période 2009-2013. Ledit service demeure relativement stable sur les deux périodes. Le service de la dette multilatérale représente 10,4% du service total extérieur.

Le service au bénéfice des créanciers commerciaux s'est situé en moyenne à 130,9 milliards de francs CFA. Ce dernier qui représente 40,5% de l'ensemble du service extérieur est en hausse de 16,3 milliards de francs CFA par rapport à la période 2009-2013.

Pour ce qui est du service envers le marché financier international, il a atteint en moyenne 118,5 milliards de francs CFA. Sa part dans le total extérieur s'est établie à 36,6%. Il reste quasiment identique sur les deux périodes.

En définitive, le service de la dette extérieure reste quasiment stable sur la période 2010-2014 avec une moyenne de 250,4 milliards de francs CFA, en dehors de l'année 2013 où il a atteint un pic d'un montant de 614,5 milliards de francs CFA.

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2010 à 2014

De 2010 à 2014, le service de la dette publique intérieure a concentré en moyenne 107,4 milliards de francs CFA dont 105,2 milliards de francs CFA de principal et 2,3 milliards de francs CFA d'intérêts. Comparé à la période 2009-2013, il régresse de 19,6%.

Le service de la dette bancaire s'est établi en moyenne à 33,1 milliards de francs CFA, et celui au profit du marché financier régional à 12,4 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent respectivement 30,8% et 11,6% du service intérieur.

Pour ce qui est du service de la dette moratoire et diverse, ils se sont élevés à 42,9 milliards de francs CFA pour le premier et à 19,0 milliards de francs CFA pour le second. Leurs parts dans l'ensemble du service intérieur représentent 39,9% pour la dette moratoire et 17,7% pour la dette diverse.

De 2010 à 2014, deux tendances se dégagent de l'évolution du service intérieur. En 2010, ce dernier se situe à 251,6 milliards de francs CFA suite à la volonté des Autorités de procéder au désendettement intérieur au sortir des audits initiés en 2008 et 2010. A partir de 2011, le service de la dette intérieure a retrouvé son niveau habituel jusqu'en 2014 pour s'établir en moyenne à 71,4 milliards de francs CFA.

La pression du service sur les recettes budgétaires s'est fixée en moyenne à 17,5% sur la période d'étude. Cette dernière enregistre une légère baisse de 2,3 points comparée à son niveau de la période précédente. Cette appréciation se justifie par la politique d'endettement prudente initiée par les Autorités depuis 2009.

1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2010 à 2014

Sur la période 2010-2014, l'encours de la dette publique s'est établi en moyenne à 1828,1 milliards de francs CFA. Ce dernier augmente de 252,6 milliards de francs CFA par rapport à la période 2009-2013, où il était de 1575,5 milliards de francs CFA. Sur la période d'étude, le stock de la dette publique progresse dans le temps, passant de 1291,2 milliards de francs CFA en 2010 à 2631 milliards de francs CFA en 2014. Ainsi, la dette publique a quasiment doublé en cinq (5) ans. Cet accroissement résulte essentiellement de la dette extérieure.

1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2010 à 2014

Le stock de la dette publique extérieure s'est situé en moyenne à 1703,3 milliards de francs CFA sur la période sous revue, soit 93,2% du total de l'encours. De 2009 à 2013, il était de 1434,9 milliards de francs CFA, soit un taux de progression de 18,7% entre les deux périodes. Cette progression provient de l'augmentation de toutes les catégories de dettes extérieures.

La dette contractée auprès des créanciers bilatéraux s'élève en moyenne à 405,7 milliards de francs CFA contre 357,3 milliards de francs CFA sur la période précédente. Sa part dans le total de la dette extérieure qui est de 23,8%, demeure relativement stable entre les deux périodes.

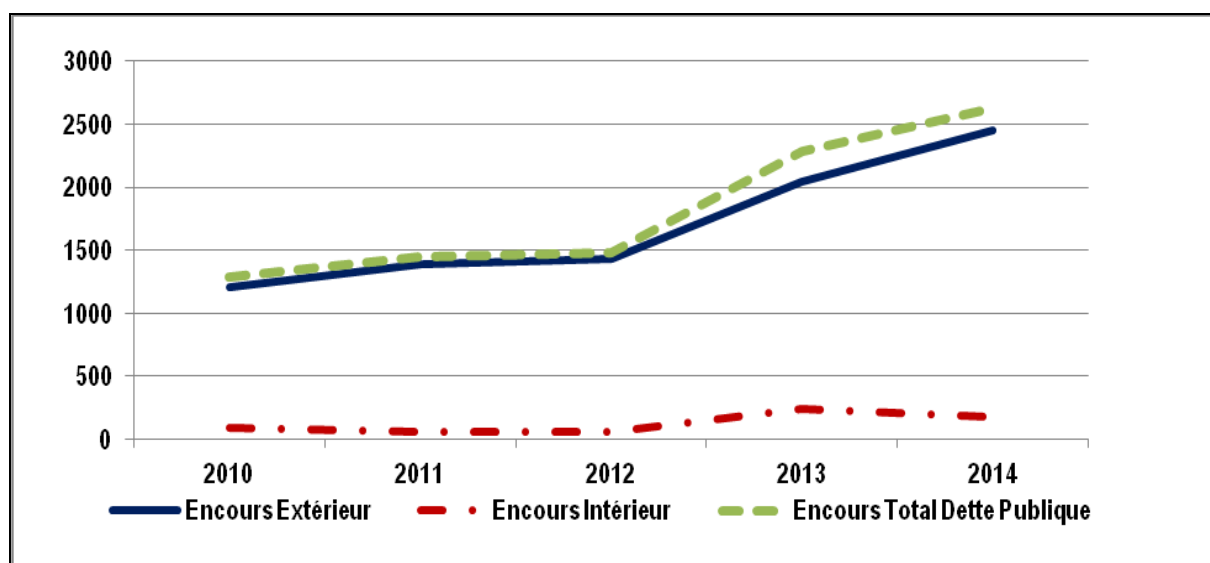
La dette commerciale se situe en moyenne à 432,5 milliards de francs CFA contre 347,9 milliards de francs CFA sur la période 2009-2013. Cet encours enregistre une croissance moyenne de 24,3% entre les deux périodes d'étude. Son ratio dans l'encours extérieur représente 25,4%, soit une hausse de 2,6 points. Cette tendance résulte notamment des engagements auprès des créanciers autrichiens, britanniques, français et suisses qui ont respectivement augmenté de 3,7 points, 3,0 points, 1,5 points et 0,5 point.

Le stock de la dette multilatérale totalise en moyenne 253,3 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014. Il progresse de 14,7% par rapport à son niveau de la période précédente. La part des engagements multilatéraux englobe 14,9% de la dette extérieure, contre 15,4% sur la période antérieure. Ce résultat découle essentiellement de l'importance du stock de la dette extérieure qui croît plus vite que celui de la dette multilatérale entre les deux périodes.

De 2010 à 2014, la dette envers le marché financier international se chiffre en moyenne à 611,8 milliards de francs CFA, contre 508,8 milliards de francs CFA sur la période précédente. En comparaison à son niveau antérieur, elle augmente en moyenne de 20,2%. Ainsi, le marché financier international représente 35,9% du total de l'encours extérieur contre 35,5% la période précédente. La part significative des remboursements de l'Eurobond arrivant à échéance en 2017 justifie la stabilité de l'encours de la dette sur le marché financier international.

La dette extérieure par pays s'est établie à 838,1 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014. La Chine, la France, l'Espagne, la Belgique, Israël et l'Autriche détiennent à eux seuls 84,1% du stock de la dette extérieure. La Chine et la France demeurent les principaux partenaires avec respectivement 31,7% et 20,2%. Quant à l'Espagne, la Belgique, Israël et l'Autriche, ils viennent à la suite avec respectivement 13,6%, 8,5%, 5,2% et 4,7% du montant total de l'encours par pays.

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2010 à 2014

L'encours de la dette intérieure s'est élevé en moyenne à 124,8 milliards de francs CFA, contre 140,6 milliards de francs CFA sur la période 2009-2013. Cette baisse s'explique par la diminution des dettes bancaires et diverses. La part de la dette intérieure représente 6,8% du montant global de la dette, contre 8,9% sur la période précédente.

Le stock de la dette diverse est de 21,0 milliards de francs CFA en moyenne de 2010 à 2014, contre 33,8 milliards de francs CFA sur la période précédente, soit une baisse de 37,9%. Cette situation est consécutive à une gestion plus rigoureuse des reprises de passifs à la suite des opérations d'audit réalisées en 2008 et 2010.

En ce qui concerne la dette bancaire, elle totalise en moyenne 27,7 milliards de francs CFA. Elle décroît de 19,1% comparativement à l'année précédente où elle se situait à 34,2 milliards de francs CFA. Cette régression des engagements bancaires résulte de l'effort d'apurement des dettes effectué par les autorités auprès des banques. La dette bancaire concentre 22,2% du montant total de la dette intérieure.

L'encours de la dette moratoire s'élève en moyenne à 33,5 milliards de francs CFA contre 31,6 milliards de francs CFA entre 2009-2013, soit une croissance de 5,9%. Cette augmentation provient du processus de consolidation des impayés de l'Etat entrepris en 2012. La dette moratoire englobe 26,8% du total intérieur.

La dette envers le marché financier pour sa part s'établit en moyenne à 42,7 milliards de francs CFA sur la période 2010-2014. Elle progresse légèrement de 4,0% par rapport à son niveau de la période antérieure qui était de 41,1 milliards de francs CFA.

Cette situation s'explique par le renforcement de la présence du Gabon sur le marché financier régional. La part de l'encours de la dette envers le marché financier représente 34,2% de la dette intérieure.

En définitive, l'encours de la dette bancaire et diverse baisse tandis que les engagements moratoriés et envers le marché financier régional augmentent comme sur la période 2009-2013.

1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2010 à 2014

De 2010 à 2014, l'encours de la dette publique reste majoritairement libellé en Euro et en Dollar américain. Ainsi, les prêts en Euro représentent en moyenne 31,9% du montant total de l'encours de la dette publique par monnaies, et ceux en Dollar 46,2%. Toutefois, comparativement à la période précédente, la part de ces deux monnaies évolue de façon contrastée. En effet, l'Euro baisse de 0,6 point et le Dollar augmente de 1,7 point.

Les prêts à taux de change variables restent prédominants dans l'ensemble du portefeuille de la dette publique sur la période 2010-2014. Ils représentent 53,5% du montant total de l'encours contre 55,8% sur la période précédente. La forte présence des monnaies à taux de change flottant dans le total de l'encours public s'explique par le regain des engagements en Dollar américain sur la période sous revue. Il s'agit principalement des engagements obtenus auprès des créanciers chinois et de l'Eurobond émis en 2013.

La part des emprunts contractés en Francs CFA augmente de 3,5 points, passant de 11,1% sur la période 2009-2013 à 14,6% dans l'ensemble du portefeuille de la dette publique entre 2010 et 2014.

Les termes des emprunts contractés entre 2010 et 2014 se sont améliorés. En effet, la maturité moyenne du portefeuille de la dette augmente passant de 4,8 ans à 5,9 ans entre les deux périodes. Cette progression découle de l'allongement de la maturité extérieure notamment en 2014. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen, il s'apprécie passant de 6,1% sur la période 2009-2013 à 5,8%. Elle résulte des conditions d'emprunts favorables sur les deux catégories de dette et de la relative stabilité des taux d'intérêt sur le marché financier international depuis 2010.

1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2010 à 2014

Sur la période 2010-2014, les indicateurs d'endettement sont restés à des niveaux appréciables. En effet, le taux d'endettement est en moyenne de 21,5%, la pression du service sur les recettes budgétaires de 17,5% et la charge de la dette de 3,5%. Comparativement à la période précédente, l'encours sur le Produit Intérieur Brut (PIB)

augmente alors que le ratio du service rapporté aux recettes budgétaires et la charge de la dette diminuent. Toutefois, ces ratios restent en dessous des seuils stratégiques fixés respectivement à 35,0%, 25,0% et 5,0%

1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2010 à 2014

Le taux d'endettement public est ressorti en moyenne à 21,5% contre 20,3% entre 2009 et 2013. Ce dernier enregistre une hausse de 1,2 point suite essentiellement à la progression des prêts contractés auprès des créanciers commerciaux et du marché financier international.

Le taux d'endettement extérieur augmente de 1,6 point et se situe à 20,1% du PIB sur la période 2010-2014 contre 18,5% sur la période antérieure. Cette situation résulte principalement de la forte mobilisation des ressources effectuées en 2013 sur le marché financier international.

Pour ce qui est du taux d'endettement intérieur, il s'est fixé à 1,5% contre 2,0% entre 2009 et 2013, soit une baisse de 0,5 point. Cette tendance s'explique par le maintien des engagements intérieurs à un niveau bas depuis 2011 résultant de l'opération de désendettement intérieur après l'audit de 2010 impulsée par les Autorités.

1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2010 à 2014

La pression du service sur les recettes budgétaires s'est établi en moyenne à 17,5%, soit une baisse de 2,0 points par rapport à son niveau de la période 2009-2013 où il se situait à 19,5%. Il demeure ainsi en dessous du plafond stratégique de 25,0%.

Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires décroît suite à la baisse du service moyen de la dette de 1,8% et à l'augmentation des recettes budgétaires de 7,8%. Ainsi, la pression de la dette extérieure baisse légèrement de 0,4 point pour se situer à 12,9% sur la période 2010-2014 contre 13,3% entre 2009-2013. Le ratio du service de la dette intérieure pour sa part est passé de 6,2% à 4,6% entre les deux périodes, soit une baisse de 1,6 point.

Les intérêts de la dette sur les recettes budgétaires se sont établis à 3,5% sur la période 2010-2014, contre 3,6% sur la période précédente. Ce ratio demeure relativement stable entre les deux périodes, malgré la différence du rythme de croissance des recettes budgétaires et des intérêts de la dette. En effet, les recettes budgétaires progressent de 7,8% alors que la charge de la dette ne croît que de 6,1%. La hausse de la charge de la dette s'explique par le maintien du niveau élevé dans le portefeuille de la dette publique des prêts à taux d'intérêts fixe, en dépit de la baisse généralisée des taux d'intérêt observés sur les marchés des capitaux.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2015

La stratégie d'endettement arrête les orientations en matière de gestion de la dette. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette dernière, il revient d'analyser les réalisations en termes de plafonds des nouveaux engagements, de la mobilisation des prêts extérieurs, et les conditions de financement avec les prévisions initiales.

La prévision des nouveaux engagements s'élèverait à 885,0 milliards de francs CFA dans la stratégie d'endettement 2015, soit 11,2% du Produit Intérieur Brut. Les emprunts extérieurs se chiffreraient à 765,0 milliards de francs CFA et représenteraient 86,4% du total des nouveaux engagements. Ces ressources mobilisées auprès des créanciers bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et du marché financier international serviraient à la poursuite de la réalisation des axes reliant le Gabon au Congo et du tronçon de route Ombooué-Yombi et au renforcement de la capacité de production et de distribution de l'énergie électrique dans les régions de l'Estuaire, du Sud et du Nord du pays. Aussi, à la construction de barrages hydro-électriques et à étendre le circuit de production et de distribution d'eau de Libreville, notamment par les travaux de renforcement de la centrale de Ntoum et par la mise à niveau des circuits de canalisation. Enfin, ces financements contribueraient à l'élargissement de la base productive à travers les filières agro-industrielles.

Les nouveaux emprunts intérieurs prévus s'établiraient à 100 milliards de francs CFA. Ces financements seraient principalement mobilisés auprès du marché financier régional.

Les décaissements prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs s'établiraient à 643,2 milliards de francs CFA à fin 2015. Ces derniers seraient affectés pour 84,5% au développement des infrastructures contenues dans le Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) et 15,5% au financement de l'équilibre du budget.

Les dettes bilatérales auraient une maturité de 19,0 ans et un délai de grâce de 4,0 ans. Les engagements signés auprès des créanciers multilatéraux auraient une maturité de 18,5 ans et un différé de 5,0 ans. Les prêts commerciaux fournisseurs présenteraient une maturité de 2,5 ans pour un délai de grâce de 0,5 an. Les prêts commerciaux acheteurs pour leurs parts, seraient caractérisés par une maturité de 8,0 ans et un différé de 2,0 ans. Le marché financier international disposerait d'une durée d'amortissement de 10,0 ans à remboursement in fine. Quant aux emprunts intérieurs, ils seraient émis sur le marché des titres publics à souscription libre organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) avec une maturité comprise entre 2,0 et 4,0 ans, remboursables in fine d'une part, et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC) avec des maturités allant de 5,0 à 7,0 ans, amortissables annuellement d'autre part.

Dans le cadre de la gestion du risque de refinancement et de taux d'intérêt, les engagements contractés auprès des créanciers commerciaux ne devraient pas excéder le

plafond de 32,0% des nouveaux engagements extérieurs hors emprunt obligataire international, et seraient composés au maximum à 25,0% de taux d'intérêt variables.

En 2015, le taux d'endettement se situerait au dessus du seuil stratégique de 35,0% pour s'établir à 38,0%. En revanche, la pression du service sur les recettes budgétaires demeurerait en dessous du plafond arrêté à 25,0% et représenterait 23,9%

2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015

Il est question d'examiner les montants et les affectations des nouveaux emprunts et des décaissements sur FINEX et FININ durant l'année 2015.

2.1.1. Nouveaux engagements en 2015

2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2015

En 2015, les nouveaux engagements s'établissent à 657,8 milliards de francs CFA contre 885,0 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 74,4%. Les prêts extérieurs se chiffrent à 555,7 milliards de franc CFA contre une prévision de 765,0 milliards de franc CFA, soit un taux de réalisation de 72,6%. Les engagements intérieurs quant à eux, s'élèvent à 102,1 milliards de francs CFA pour une prévision de 120 milliards de francs CFA, ce qui traduit un taux de réalisation de 85,1%. Les prêts signés en 2015 représentent 8,4% du PIB contre une prévision de 11,4%.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emprunts Extérieurs	555,7
Bilatéral	123,5
Commercial	135,9
Multilatéral	0,0
Marché Financier International	296,3
Emprunts Intérieurs	102,1
Marché Financier Régional	102,1
Total Nouveaux Engagements	657,8

Les nouveaux emprunts octroyés en 2015 ont enregistré une hausse de 93,1% par rapport à l'année antérieure. Cette forte hausse provient d'une augmentation des engagements extérieurs et intérieurs. Concernant les emprunts extérieurs, les prêts contractés auprès des créanciers commerciaux ont doublé et des fonds ont été à nouveau levés sur le marché financier international contrairement à l'année 2014 où aucune émission n'a été effectuée. Quant aux emprunts intérieurs, ils passent de 37,1 milliards de francs CFA à 102,1 milliards de francs CFA en 2015.

2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2015

En 2015, des nouveaux emprunts ont été signés pour 84,5% avec les créanciers extérieurs et pour 15,5% avec des créanciers intérieurs. Ces derniers ont été affectés à 84,5% à la réalisation des projets et à 15,5% aux opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs

Des nouveaux emprunts ont été conclus auprès de l'ensemble des partenaires extérieurs à l'exception des créanciers multilatéraux en 2015.

Les prêts contractés auprès des créanciers bilatéraux, commerciaux et envers le marché financier international se chiffrent respectivement à 123,5 milliards de francs CFA, 135,9 milliards de francs CFA et 296,3 milliards de francs CFA. Ils concentrent respectivement 22,2%, 24,5% et 53,3% du total des nouveaux emprunts extérieurs.

Les prêts signés avec les partenaires bilatéraux, concernent essentiellement la banque chinoise Exim bank. Les emprunts commerciaux quant à eux, ont été conclus auprès de la banque israélienne Hapoalim et de la banque chinoise Industrial and commercial bank of china limited. Le reste des nouveaux emprunts a été contracté auprès du marché financier international.

La majorité des financements extérieurs a été affecté au renforcement des infrastructures, comme prévu dans la stratégie d'endettement 2015.

Un montant de 62,4 milliards de francs CFA a été alloué au profit du secteur routier, soit 9,5% du montant total des nouveaux engagements extérieurs. Cette somme a été affectée à la construction de la route conjonctive Farasol-Mbega de Port-Gentil.

Le secteur de l'électricité concentre 40,0 milliards de francs CFA. Ce montant a été affecté à la construction de la centrale Télémania de Port-Gentil et représente 6,1% du montant total des nouveaux engagements extérieurs.

Le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle pour sa part a bénéficié de 61,1 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 9,3% des nouveaux engagements extérieurs. Ces engagements, sont orientés vers la construction des trois (3) centres de formation.

Les prêts contractés en faveur du secteur sportif s'élèvent à 95,8 milliards de francs CFA et englobent 14,6% des nouveaux engagements. Ils sont destinés à la conception et à la construction des stades de Port-Gentil et Oyem.

Les emprunts mobilisés sur le marché financier international qui s'élèvent à 296,3 milliards de francs CFA, soit 45,0% du montant global des nouveaux financements, ont été affectés à la réalisation de diverses infrastructures.

2.1.1.4. Répartition des nouveaux engagements intérieurs

Les nouveaux engagements conclus en 2015 se chiffrent à 102,1 milliards de francs CFA. Ces derniers ont été entièrement levés sur le marché financier régional.

Les ressources obtenues sur le marché financier régional ont été affectés pour un montant de 17,5 milliards de francs CFA aux opérations d'équilibres budgétaires et pour 84,6 milliards de francs CFA à l'aménagement et la réhabilitation des voiries de Libreville.

2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015

2.1.2.1. Montant des décaissements en 2015

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se chiffrent à 580,9 milliards de francs CFA contre 643,2 milliards de francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 90,3%. Cette situation résulte d'une faible mobilisation sur les emprunts commerciaux et bilatéraux.

En 2015, le montant des tirages progresse de 287,6 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année précédente où il était de 293,3 milliards de francs CFA. Cette augmentation s'explique essentiellement par la levée de fonds sur le marché financier international en 2015.

Les décaissements sur FINEX se sont élevés à 478,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 543,2 milliards de francs CFA correspondant ainsi à un taux de réalisations de 88,1%.

Les tirages bilatéraux se sont effectués à 102,0 milliards de francs CFA en 2015 contre 82,3 milliards de francs CFA l'année antérieure, ce qui équivaut à une augmentation de 24,0%. En revanche, les tirages sur emprunts commerciaux et multilatéraux, qui étaient de 70,3 et 103,7 milliards de francs CFA en 2014, enregistrent chacun une baisse de 42,4% et 61,5% pour s'établir respectivement à 40,5 et 40,0 milliards de francs CFA en 2015. Le marché financier international quant à lui, a mobilisé 296,3 milliards de francs CFA en 2015 contrairement à l'année précédente où aucun tirage n'a été effectué.

Les créanciers bilatéraux et multilatéraux totalisent chacun 17,6% et 6,9% du total des tirages effectués en 2015. Les tirages sur emprunt commerciaux quant à eux, représentent 7,0% de l'ensemble des décaissements. En revanche, le marché financier international englobe à lui seul 51,0% des décaissements réalisés en 2015.

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	543,2	478,8	-64,4
Bilatéral	107,3	102,0	-5,2
Multilatéral	19,6	40,0	20,3
Commercial	151,3	40,5	-110,8
Marché Financier International	265,0	296,3	31,3
Emprunt Intérieur	100,0	102,1	2,1
Marché Financier Régional	100,0	102,1	2,1
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	643,2	580,9	-62,3

Le montant total des tirages effectués sur FININ s'est élevé à 102,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 100 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de plus de 100%. Cette situation découle de la forte mobilisation des fonds sur le marché financier régional.

Ainsi, en 2015, les FININ ont été entièrement mobilisés sur le marché financier régional.

2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2015

En 2015, les tirages sur FINEX et FININ orientés aux prêts-projets ont représenté 31,4% et ceux affectés à l'équilibre du budget 68,6% contre respectivement 43,3% et 56,7% prévus.

2.1.2.3. Décaissements sur prêt-projets

L'ensemble des décaissements sur prêt-projets s'est élevé à 182,5 milliards de francs CFA. Ces tirages effectués sur FINEX et FININ ont été orientés à la réalisation de dix sept (17) projets contre dix neuf (19) prévus. Les projets portant sur la construction des salles de classe, des centres de formation professionnelle, de la conduite d'eau Kango-Ntoun, de l'usine Ntoun7, de la réinstallation sur aménagement des trois bassins versants et de l'assainissement de la ville de Libreville n'ont pas été réalisés comme prévus. Contrairement à ce qui précède, des financements non prévus ont été mobilisés sur les projets concernant la réalisation de la route Akieni-Okondja, le développement agricole rural, l'aménagement des bassins versants de Gue-Gue et les équipements de défense et sécurité.

Les financements sur FINEX et FININ ont bénéficié à 11 (onze) secteurs d'activités. Les tirages au profit du secteur de la route, se sont chiffrés à 113,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 134,1 milliard de francs CFA, soit un montant de 20,4 milliards de francs CFA de moins. Cette tendance s'explique par le ralentissement des travaux sur l'axe PK12-Bifoun et de la route Lalara-Koumameyong-Ovan-Makokou.

Les secteurs de l'eau et de l'électricité ont bénéficié de décaissements à hauteur de 7,2 milliards de francs CFA contre un montant de 81,2 milliards de francs CFA prévu; ce qui correspond à une baisse de 74,0 milliards de francs CFA. Cette très faible mobilisation des financements dans ces secteurs résulte d'une part, de la vitesse d'exécution des travaux de sécurisation du réseau électrique de la ville de Libreville et d'autre part, de l'absence de tirages sur les projets de la construction de la conduite d'eau Ntoun-Kango et de l'usine Ntoun 7.

Les financements effectués en faveur du secteur des bâtiments et travaux publics ont été en deçà de la prévision. En effet, évalués à 18,3 milliards de francs CFA, ils ont finalement été réalisés à hauteur de 11,8 milliards de francs CFA, soit 6,5 milliards de francs CFA de moins. Cette contre performance s'explique essentiellement par l'absence des décaissements effectués au profit de l'aménagement des voiries de Libreville.

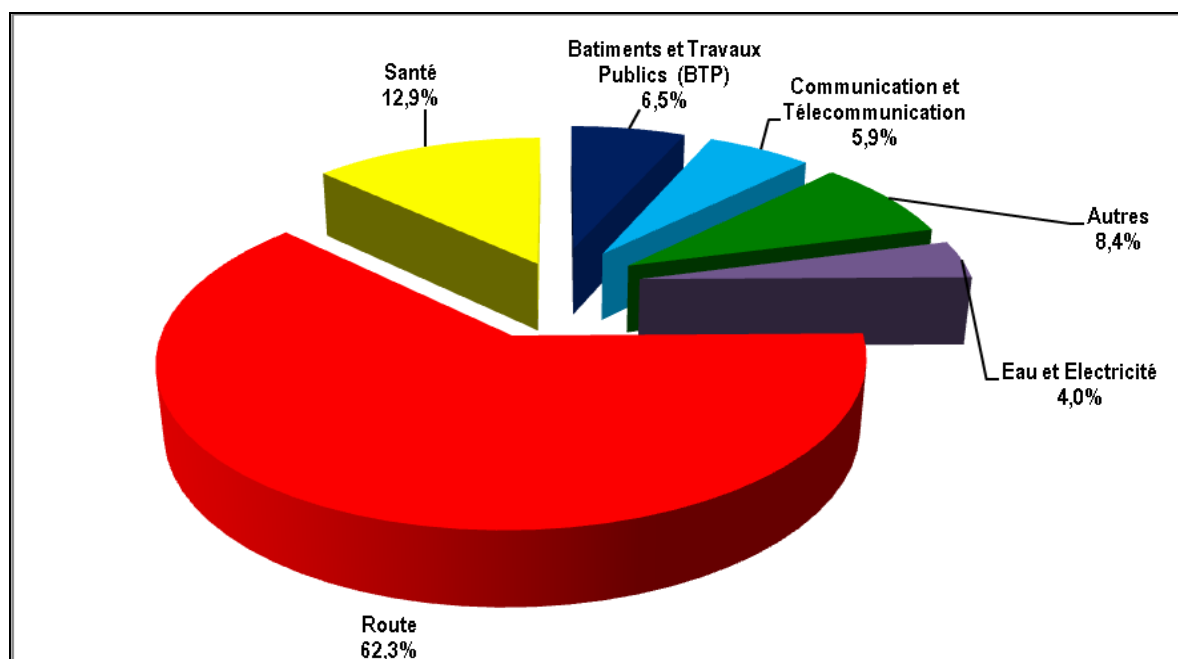
Les tirages réalisés pour le compte du secteur de la santé se sont élevés à 23,5 milliards de francs CFA contre 24,2 milliards de francs CFA prévus. Ces derniers sont quasiment conformes à la prévision. L'accélération des travaux de construction des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) Mère-Enfant et de Libreville justifie cette stabilité.

Les décaissements d'un montant de 10,8 milliards de francs CFA ont été effectués au profit du secteur de la communication et des télécommunications contre une prévision de 5,0 milliards de francs CFA, soit une hausse de 5,8 milliards de francs CFA. Ce surcroît de mobilisation résulte de l'accélération des travaux relatifs au projet Dorsal des Télécommunications en Afrique Centrale

Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, des ports et aéroports, de l'économie et finances, et de la défense et sécurité ont bénéficié de 15,4 milliards de francs CFA comme prévu dans la stratégie.

Au final, les financements sur prêts projets ont été orientés à hauteur de 91,7% pour la réalisation des projets d'infrastructures contre 100% prévus.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS PAR SECTEUR EN 2015
(EN POURCENTAGE)**



2.1.2.4. Décaissements sur emprunts d'équilibre

En 2015, les tirages sur emprunt d'équilibre obtenus sur financements extérieurs et intérieurs se sont établis à 398,4 milliards de francs CFA pour une évaluation initiale de 365,0 milliards de francs CFA, soit un écart de 33,4 milliards de francs CFA.

Les emprunts d'équilibre extérieurs ont été mobilisés à hauteur de 296,3 milliards de francs CFA, pour 265,0 milliards de francs CFA prévus. Ce qui correspond à une plus value de 31,3 milliards de francs CFA. Cet excédent résulte de l'appréciation du taux de change du Dollar américain par rapport à la prévision. Ces financements ont été en totalité affecté à l'accélération de la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI).

Les décaissements sur emprunts d'équilibre intérieurs se sont élevés à 102,1 milliards de francs CFA. Ces derniers, estimés à 100,0 milliards de francs CFA, enregistrent une légère performance de 2,1 milliards de francs CFA. Ce résultat découle de la forte présence du Gabon sur le marché des titres publics par adjudication organisée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Ces ressources ont été entièrement orientées au financement du SDNI.

2.2. Conditions d'emprunt en 2015

Il est question d'étudier la structure du portefeuille des nouveaux engagements en devises, en maturités, en différés et en taux d'intérêt conformément aux termes d'emprunts prévues dans la stratégie 2015.

2.2.1. Nouveaux engagements en 2015

2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2015

Les nouveaux engagements contractés en 2015 ont été libellés en Euro, en Dollar américain et en Franc CFA. Ils s'élèvent à 657,8 milliards de francs CFA.

Les emprunts en Dollar américain d'un montant de 515,7 milliards de francs CFA représentent 78,4% du total des nouveaux engagements. Ces prêts ont été signés avec les banques chinoises Eximbank et Industrial and commerce Bank of China Limited.

Les prêts libellés en Euro d'une valeur de 40,0 milliards de francs CFA concentrent 6,1% de l'ensemble des nouveaux engagements. Ils ont été entièrement contractés auprès de la banque israélienne Hapoalim.

Exclusivement levés sur le marché financier régional les engagements conclus en Franc CFA quant à eux, s'élèvent à 102,1 milliards de francs CFA, soit 15,5% des nouveaux emprunts.

En définitive, la majorité des nouveaux engagements en 2015 ont été conclus dans des monnaies à taux de change flottant. En effet, ils représentent 78,4% desdits engagements, contre 21,6% des emprunts à taux de change fixe. Cette prédominance des engagements à change variable s'explique par la levée de fonds sur le marché financier international en juin 2015.

2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2015

Les prêts signés en 2015 ont une maturité moyenne de 10,6 ans et un différé moyen de 5,3 ans contre respectivement 11,8 ans et 4,4 ans prévus. La maturité moyenne est défavorable par rapport à la prévision contrairement au différé moyen. Ces résultats sont conséquents aux termes obtenus sur les nouveaux emprunts extérieurs.

Prévue à 13,2 ans, la maturité moyenne des nouveaux emprunts extérieurs est de 11,7 ans. Ce résultat désavantageux provient des conditions obtenues sur les emprunts bilatéraux dont les termes ont été en dessous de ceux prévus par la stratégie d'endettement. En effet, ces derniers ont une maturité moyenne de 17,5 ans contre 19,0 ans prévus. En revanche, les maturités moyennes des prêts commerciaux et du marché financier international sont favorables avec 10,2 ans et 10,0 ans contre respectivement 5,3 ans et 10,0 ans prévus.

Le différé moyen des nouveaux engagements est de 6,1 ans contre une prévision de 4,8 ans. Ce résultat positif, est consécutif aux conditions avantageuses obtenues sur les prêts commerciaux et le marché financier international. En effet, les délais de grâce

moyens de ces derniers ont été respectivement de 1,5 an et 9,0 ans contre 1,3 an et 9,0 ans prévus.

Concernant les engagements intérieurs, ils ont été exclusivement signés sur le marché financier régional pour une durée de 4,6 ans contre 3,0 ans de prévision. Ces conditions d'emprunts favorables, résultent de l'essor progressif du marché financier. En effet, les souscripteurs sont de plus en plus confiants à octroyer des financements longs. Le différé moyen pour sa part se situe à 1,1 an pour une prévision de 2,0 ans

Dans l'ensemble, la durée d'amortissement moyenne des prêts signés en 2015 s'est dégradée passant de 13,9 ans pour l'année 2014 à 10,6 ans. A contrario, le différé moyen desdits prêts s'est amélioré. Il est situé à 5,3 ans contre 4,6 ans l'année précédente.

TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2015

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	13,2	4,8	- de 5,0%	11,7	6,1	4,8
Bilatéral	19,0	4,0	- de 5,0%	17,5	4,0	2,4
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Commercial	5,3	1,3	- de 5,0%	10,2	1,5	2,2
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	10,0	9,0	7,0
Emprunt Intérieur	3,0	2,0	- de 5,0%	4,6	1,1	5,8
Marché Financier Régional	3,0	2,0	- de 5,0%	4,6	1,1	5,8
Ensemble	11,8	4,4	- de 5,0%	10,6	5,3	4,9

2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2015

En 2015, le taux d'intérêt moyen des nouveaux prêts est de 4,9%. Défini dans la stratégie à 5,0%, ce taux ne franchit pas le seuil stratégique, en revanche il enregistre une augmentation de 223,9 points de base par rapport à 2014 où il était de 2,7%.

Le taux d'intérêt moyen enregistre une hausse en 2015. Cette tendance résulte de la signature de nouveaux engagements sur le marché financier international, contrairement à l'année 2014 où, aucun prêt n'avait été signé sur ledit marché.

2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2015

Les emprunts commerciaux signés en 2015, ressortent à 52,4% des nouveaux engagements extérieurs hors emprunt obligataire. Ils se situent largement au dessus du plafond fixé dans la stratégie d'endettement 2015, qui les prévoyait à 32,0%. Cette situation s'explique par l'absence des engagements multilatéraux en 2015.

Les prêts signés à taux d'intérêt variable représentent 30,1% des nouveaux engagements et ceux à taux fixe 69,9% contre respectivement 25% et 75% établis dans la stratégie d'endettement 2015. Cette prévalence des engagements à taux d'intérêt fixe s'explique par la volonté des Autorités d'assurer une meilleure gestion du portefeuille de la dette publique.

Les nouveaux engagements libellés en Dollar américain concentrent 78,4% de l'ensemble desdits engagements. Quant aux, emprunts en Euro et en Francs CFA, ils représentent respectivement 6,1% et 15,5% des nouveaux prêts.

L'emprunt obligataire souscrit sur le marché financier international en juin 2015 libellé en Dollar américain, explique la primauté des nouveaux engagements à taux de change flottant.

Dans l'ensemble, les orientations inscrites dans la stratégie d'endettement de l'Etat en matière des nouveaux engagements n'ont pas été respectées.

2.2.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015

2.2.2.1. Décaissements en devises en 2015

Les tirages sur FINEX et FININ se chiffrent à 580,9 milliards de francs CFA en 2015. Les ressources mobilisés en Dollar américain représentent plus de la moitié des décaissements en devises soit 60,6%. Les décaissements en Francs CFA, en Euro et en Yuan Renminbi ont mobilisés respectivement 19,4%, 13,8% et 3,4% de l'ensemble des tirages. En ce qui concerne les décaissements effectués en Dinar islamique, en Droits de Tirages Spéciaux et en Dinar Koweïtien, ils représentent respectivement 2,8%, 0,1% et 0,03% du total des ressources mobilisés sur FINEX et FININ.

En 2015, la part des tirages en Euro baisse fortement contrairement à l'année 2014 où elle s'établissait à 49,3%. De même, les parts des tirages en Dinar islamique, en Yuan Renminbi et en Dollar Koweïtien chutent par rapport à l'année 2014 où elles représentaient respectivement 13,6%, 12,8% et 0,03%. Cependant, les décaissements en Dollar américain représentent la majorité des financements mobilisés soit 60,6% du total desdits financements. Cette hausse s'explique par les prêts contractés sur le marché financier international, intégralement libellés en Dollar américain. Néanmoins, les ressources mobilisées en francs CFA et en droits des Tirages Spéciaux restent relativement stables par rapport à celles de 2014 où elles constituaient 18,7% et 0,2% du total des tirages sur FINEX et FININ.

Le portefeuille de la dette enregistre une forte exposition aux fluctuations de change dû à la nouvelle répartition des décaissements en monnaie.

2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2015

En 2015, la maturité moyenne des tirages sur FINEX et FININ est de 9,7 ans et le différé moyen de 6,1 ans contre respectivement 10,2 ans et 1,9 an l'année précédente. La réduction de la maturité moyenne des décaissements se justifie principalement par la présence du marché financier international mais aussi par l'effritement de la durée moyenne des tirages envers les créanciers commerciaux.

La maturité moyenne des décaissements sur FINEX s'établit à 11,0 ans et le différé moyen à 7,1 ans. La maturité moyenne baisse légèrement de 0,2 an comparée à l'année précédente où elle était de 11,2 ans. Le différé moyen quant à lui se rallonge de 5,2 ans pour se situer à 7,1 ans par rapport à l'année 2014 où il était de 1,9 an. Cette situation est essentiellement portée par la présence du marché financier international et par toutes les autres catégories de dettes à l'exception de la commerciale. En effet, sur ce marché, l'amortissement des prêts à échéances entraîne le prolongement du différé.

En 2015, la maturité moyenne des décaissements sur prêts bilatéraux est de 16,3 ans et le différé moyen fixé à 4,7 ans contre respectivement 14,2 ans et 2,4 ans l'année précédente. Cette situation s'explique par la hausse du poids des tirages mobilisés auprès de Eximbank de Chine.

Les décaissements sur prêts multilatéraux ont une maturité moyenne de 11,2 ans et un différé moyen de 1,8 an. Ces termes sont plus avantageux que ceux de l'année précédente où ils s'établissaient respectivement à 9,7 ans et 0,8 an. Ce résultat provient principalement de l'allongement de la maturité des emprunts consentis par la Banque Mondiale et de l'augmentation du délai de grâce enregistré sur les prêts obtenus auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et du Fond International de Développement Agricole (FIDA).

En ce qui concerne les tirages envers les créanciers commerciaux, ils ont une maturité moyenne de 8,2 ans et un différé moyen de 0,8 an. En 2014, ils étaient respectivement de 9,9 ans et de 3,1 ans. Cette tendance à la baisse résulte des termes moins avantageux obtenus auprès de la Deutsche Bank et de la banque Unicredit en 2015.

Le marché financier international quant à lui, a une maturité moyenne de 9,5 ans et un différé moyen de 9,5 ans. En effet, les termes obtenus sur ledit marché sont avantageux pour ce qui est du délai de grâce. Ils ont permis son rallongement.

La maturité moyenne des décaissements sur FININ augmente de 0,6 an et le différé moyen baisse de 0,4 an. En effet, ces derniers s'établissent à 3,6 ans pour la maturité et à 1,6 an pour le différé contre respectivement 3,0 ans et 2,0 ans sur l'année précédente. Ces conditions résultent exclusivement des ressources mobilisées sur le marché financier régional.

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2015

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	11,0	6,1	5,1
Bilatéral	16,4	3,8	1,8
Multilatéral	11,2	1,2	2,2
Commercial	8,2	-0,1	2,9
Marché Financier International	9,5	8,5	7,0
Emprunt Intérieur	3,6	0,7	5,0
Marché Financier Régional	3,6	0,7	5,0
Ensemble	9,7	5,2	5,1

2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2015

En 2015, les tirages sur FINEX et FININ ont enregistré un taux d'intérêt moyen de 5,1% contre 2,2% en 2014. Cette augmentation est consécutive au taux d'intérêt moyen obtenu sur le marché financier international.

Le taux d'intérêt moyen des décaissements sur FINEX est de 5,1% en 2015 comparativement à l'année précédente où il était de 1,7%. Cette situation s'explique par le taux d'intérêt obtenu principalement sur le marché financier international et par la légère augmentation des taux d'intérêts observée sur les dettes bilatérales et multilatérales. En effet, ces dernières concentrent respectivement 1,8% et 2,2% contre 1,1% et 1,4%. En revanche, le taux d'intérêt des tirages envers les créanciers commerciaux restent relativement stables soit 2,9% en 2015 contre 3,0% en 2014. Pour ce qui est du taux d'intérêt moyen des tirages sur le marché financier international, il concentre 7,0% de l'ensemble des décaissements sur FINEX.

Les tirages sur FININ réalisent un taux d'intérêt moyen de 5,0% en 2015. Ce taux provient uniquement des ressources mobilisées sur le marché financier régional.

Dans l'ensemble, les tirages sur FINEX et FININ effectués en 2015 ont des termes contrastés. Le délai de grâce s'est rallongé comparativement à son niveau de 2014. Par contre, la maturité moyenne et le taux d'intérêt moyen se sont dégradés contrairement à leur niveau de l'année précédente.

2.3 Indicateurs d'endettement public en 2015

Le taux d'endettement et la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires permettent d'évaluer l'évolution de la dette publique.

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2015

<i>En Pourcentage</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	37,3	37,3	0,0
Service/Recettes budgétaires	28,5	28,1	-0,4
Intérêts/Recettes budgétaires	6,1	8,0	1,9

2.3.1. Taux d'endettement public en 2015

Le taux d'endettement est de 37,3% en 2015. Il est identique à la prévision. Le ratio d'endettement public qui se situait à 29,4% en 2014, augmente de 7,9 points en 2015. Cette hausse résulte d'une part, de la diminution du PIB en 2015 et d'autre part, d'un encours plus important que celui de l'année précédente. En effet, le PIB baisse de 5,6% par rapport à 2014 tandis que l'encours croît de 20,3%. La progression du stock de la dette est consécutive à l'augmentation des engagements nets extérieurs et intérieurs.

2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2015

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires en 2015 s'établit à 28,1% contre une prévision de 28,5%, soit un écart de 0,4 point. Cette légère contre-performance du ratio du service de la dette se justifie par une diminution conjuguée du service et des recettes budgétaires par rapport aux prévisions. En effet, estimé à 519,3 milliards de francs CFA, le service s'est situé à 505,7 milliards de francs CFA. Par contre, les recettes budgétaires se sont élevées à 1797,3 milliards de francs CFA pour une prévision de 1823,8 milliards de francs de CFA, ce qui correspond à un déficit de 26,5 milliards de francs CFA. Concernant la charge de la dette sur les recettes budgétaires, elle se situe à 8,0% contre une prévision de 6,1%.

Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires enregistre une hausse de 13,6 points comparativement à son niveau de l'année 2014 qui était de 14,5%. Cette situation découle d'une augmentation du service sur toutes les catégories de dettes intérieures, y compris le marché financier international pour la dette extérieure qui a doublé par rapport à l'année précédente. Les intérêts de la dette sur les recettes budgétaires qui s'établissaient à 3,6% en 2014 augmentent de 4,4 points en 2015 suite à l'importance de la charge de la dette intérieure, notamment la dette bancaire qui s'établit à 17,2 milliards de francs CFA alors qu'elle était inexistante en 2014.

Le taux d'endettement et la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se sont situés au dessus de leurs seuils stratégiques fixés respectivement à 35,0% et 25,0%. En revanche, la charge de la dette sur les recettes budgétaires est restée en deçà du plafond stratégique de 10,0%.

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2015

Le service de la dette publique en 2015 se chiffre à 505,7 milliards de francs CFA contre une prévision de 519,3 milliards de francs CFA, soit une baisse de 13,6 milliards de francs CFA. Ce service comprend 505,6 milliards de francs CFA de dette publique directe et 0,1 milliard de francs CFA de dette garantie. Le service de la dette extérieure représente 69,1% du service total et celui de la dette intérieure 30,9%.

Le service au titre de la dette extérieure qui est de 349,2 milliards de francs CFA, régresse par rapport au montant prévu, soit 360,9 milliards de francs CFA. Le service intérieur pour sa part, prévu à 158,4 milliards de franc CFA, a été exécuté à hauteur de 156,5, ce qui correspond à une légère diminution de 1,9 milliard de francs CFA.

La baisse du service total provient essentiellement de la diminution du service réalisé des dettes commerciales et multilatérales pour ce qui est de la dette extérieure, et de la régression de la dette diverse et moratoire pour ce qui est de la dette intérieure.

Le service de la dette publique qui s'établissait à 271,2 milliards de francs CFA en 2014, enregistre une augmentation de 119,4 milliards de francs CFA en 2015. Cette hausse est relative à l'augmentation du service extérieur et celui de la dette intérieure. Cette progression concerne principalement les engagements envers le marché financier international et ceux relatifs aux banques locales.

En 2015, les paiements de la dette publique se sont élevés à 491,8 milliards de francs CFA, dont 344,0 milliards de francs CFA de règlements extérieurs et 147,8 milliards de francs CFA de paiements intérieurs. Ils ont été effectués exclusivement sur la dette directe.

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	227,4	121,8	349,2
Dettes Bilatérales	36,6	13,9	50,4
dont Club de Paris	8,5	1,2	9,7
Dettes Multilatérales	29,0	8,6	37,6
Dettes Commerciales	139,0	21,3	160,4
Marché Financier International	22,9	78,0	100,9
Dettes Intérieures	133,9	22,6	156,5
Bancaire	63,8	17,2	81,0
Divers	18,9	0,0	18,9
Moratoire	51,2	2,3	53,5
Marché Financier Régional	0,0	3,1	3,1
Total Service de la Dette Publique	361,3	144,4	505,7

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2015

Chiffré à 349,2 milliards de francs CFA, le service de la dette publique extérieure comprend 0,1 milliard de francs CFA de dette garantie. Il augmente de 70,0 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2014 où il s'élevait à 279,2 milliards de francs CFA. Cette augmentation est essentiellement due à l'importance du service enregistré sur le marché financier international.

Le service réalisé en faveur des créanciers bilatéraux s'établit à 50,4 milliards de francs CFA contre 38,3 milliards de francs CFA en 2014. Il représente 14,4% du service de la dette publique extérieure. Ce service enregistre une hausse de 12,1 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique principalement par le poids du service au profit des créanciers chinois, américains et français. Ces trois (3) derniers concentrent 84,6% du total du service de la dette bilatérale.

Pour ce qui est du service de la dette multilatérale, il se chiffre à 37,6 milliards de francs CFA soit 10,8% du total du service de la dette extérieure. Il augmente de 4,2 milliards de francs CFA par rapport à l'année précédente où il était de 33,4 milliards de francs CFA. Cette tendance, découle du service effectué au bénéfice de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC). De manière globale, la Banque Africaine de Développement (BAD) avec un service de 21,8 milliards de francs CFA représente 58,1% du total du service multilatéral. Elle est suivie de la Banque Islamique de Développement (BID) avec 19,1%.

Le service de la dette commerciale s'élève à 160,4 milliards de francs CFA et concentre 45,9% de l'ensemble du service extérieur. Le service commercial qui était de 150,3 milliards de francs CFA en 2014 croît de 10,2 milliards de francs CFA suite à l'augmentation du service en faveur des créanciers belges et suisses. Quatre (4) grands créanciers représentent 58,7% du montant total du service de la dette commerciale.

Le service effectué à l'endroit du marché financier international s'élève à 100,9 milliards de francs CFA contre 57,4 milliards l'année antérieure. Il représente 28,9% du service global extérieur. Il progresse de 43,5 milliards de francs CFA. La part de l'Eurobond émis en 2013 est de 64,9% du total du service envers le marché financier international.

Dans l'ensemble, le service de la dette publique extérieure comprend 65,1% d'amortissement et 34,9% de charges.

Les paiements extérieurs s'élèvent à 339,9 milliards de francs CFA. Ils se composent de 217,7 milliards de francs CFA de principal et 122,2 milliards de francs CFA d'intérêts. Ils sont exclusivement effectués au titre de la dette publique directe.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2015

Les remboursements en principal sur les créanciers extérieurs s'établissent à 227,4 milliards de francs CFA contre 185,3 milliards de francs CFA en 2014; ce qui représente une augmentation de 42,1%. L'amortissement de la dette extérieure est composé de 61,1% de dette commerciale, 16,1% de dette bilatérale, 12,7% de prêts multilatéraux et de 10,1% de dettes envers le marché financier international.

Le principal dû au titre de la dette bilatérale s'élève à 36,6 milliards de francs CFA. Les remboursements effectués au profit de l'Agence Française de Développement (AFD), du Department of Defense (DOD) et de la Banque de Chine totalisent 68,3% du principal dû. L'amortissement effectué au bénéfice du Club de Paris représente 23,2% des remboursements en principal de la dette bilatérale.

L'amortissement de la dette multilatérale se chiffre à 29,0 milliards de francs CFA. Il est majoritairement effectué en faveur de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour 18,4 milliards de francs CFA, soit 63,8% dudit remboursement.

Le montant en principal dû pour le compte de la dette commerciale se situe à 139,0 milliards de francs CFA dont 57,3% de dettes de type crédit acheteur et 42,7% de prêts de type fournisseur. Les remboursements des créanciers suisses, français et espagnols concentrent 65,7% de l'amortissement des prêts commerciaux.

L'amortissement de la dette envers le marché financier international s'établit à 22,9 milliards de francs CFA. Il concerne exclusivement l'Eurobond émis en 2013.

3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2015

Les charges financières de la dette publique extérieure s'élèvent à 121,8 milliards de francs CFA et représente 34,9% du total du service extérieur. Contrairement à l'année 2014 où elles étaient de 93,9 milliards de francs CFA, elles croient de 27,9 milliards de francs CFA. Cette progression résulte de la hausse des charges du service enregistrée envers les partenaires bilatéraux, commerciaux mais aussi sur le marché financier international.

Les intérêts relatifs à la dette bilatérale se chiffrent à 13,9 milliards de francs CFA, ce qui représente 11,4% des charges de la dette extérieure. Les intérêts servis à Export Import Bank of China représentent 80,6% des charges de la dette bilatérale. Ces dernières comprennent en outre, 1,2 milliards de francs CFA d'intérêts au titre du huitième accord de réaménagement de dettes avec les pays membres du Club de Paris.

Les charges financières concernant la dette multilatérale s'élèvent à 8,6 milliards de francs CFA, soit 7,1% des charges extérieures. Elles ont été essentiellement payées au profit de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour 38,9%, de la Banque

Islamique de Développement pour 35,6% et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale pour 20,3%.

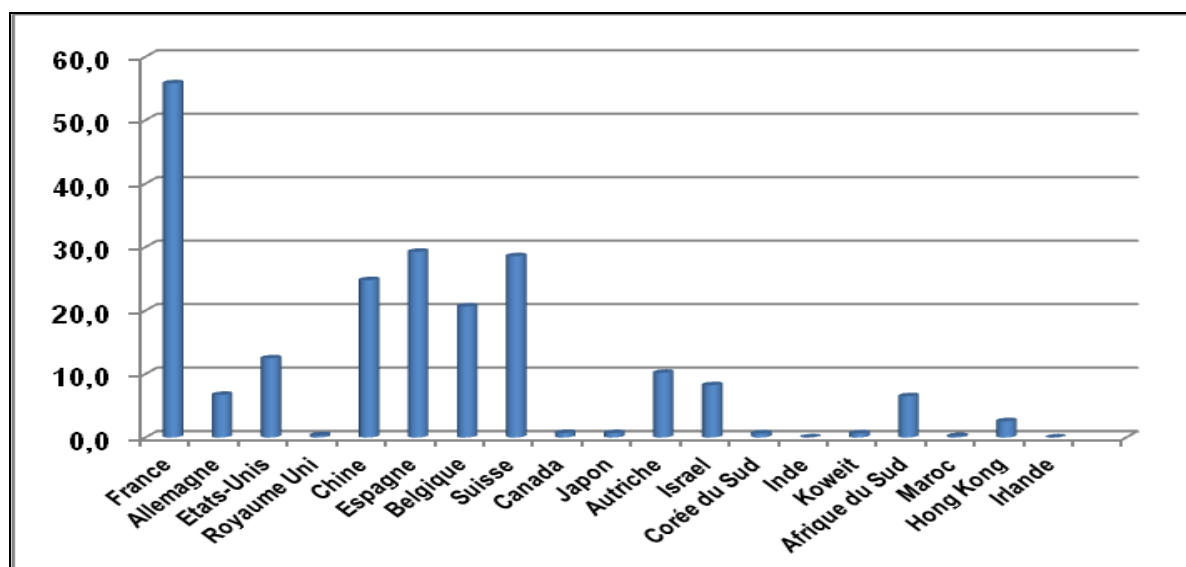
Les intérêts, commissions et frais sur la dette commerciale s'établissent à 21,3 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 17,5% du total des charges extérieures. Ces derniers concernent pour 82,5% des paiements aux crédits acheteurs et pour 17,5% aux crédits fournisseurs. 66,2% des intérêts payés au titre de la dette commerciale a bénéficié à part quasi égale aux créanciers espagnols, français et chinois.

Les intérêts sur le marché financier international se chiffrent à 78,0 milliards de francs CFA, soit 64,0% du total des charges financières extérieures. Ils se composent de coupons des obligations internationales émises en 2007, 2013 et 2015 pour des montants respectifs de 9,1 milliards de francs CFA, de 48,3 milliards de francs CFA et de 20,6 milliards de francs CFA.

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2015

Le service réalisé au profit des créanciers bilatéraux et commerciaux s'établit à 210,8 milliards de francs CFA en 2015. La France, l'Espagne, la Suisse, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni totalisent 141,4 milliards de francs CFA contre 132,1 milliards de francs CFA en 2014. Ces partenaires traditionnels du Gabon demeurent prédominants avec 67,1% du service bilatéral et commercial. Ainsi, la France bénéficie de 26,5% de ce service, l'Espagne de 13,9%, la Suisse de 13,6%, la Belgique de 9,8%, l'Allemagne de 3,2%, le Royaume-Uni de 0,2%. Le reste du service se partage entre la Chine avec 11,8%, les Etats-Unis avec 5,9%, l'Autriche avec 4,8%, l'Israël avec 3,9%, l'Afrique du Sud avec 3,1%, Hong-Kong avec 1,2%, la Turquie avec 0,8%, le Canada, le Japon, la Corée du Sud et le Koweït avec chacun 0,3%, et enfin le Maroc avec 0,1%.

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2015
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Le service de la dette publique extérieure a été effectué dans neuf (9) monnaies; que sont l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Yen (JPY), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), le Droit des Tirages Spéciaux (DTS), le Dinar Koweïtien (KWD), le Franc Suisse (CHF) et le Franc CFA (XAF). Le service réglé en Euro, en Francs CFA et en Dollar représente respectivement 35,5%, 32,2% et 28,9% du total du service extérieur. Le reste des monnaies totalise 3,4% de ce service et comprend majoritairement le Yuan Renminbi avec 1,6% et le Dinar Islamique avec 1,4%.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2015

Le service de la dette publique intérieure s'établit à 156,5 milliards de francs CFA en 2015. Ce dernier qui se situait à 107,0 milliards de francs CFA en 2014, enregistre une hausse de 49,5 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique principalement par l'importance des remboursements effectués en faveur des banques locales.

Le service réalisé au bénéfice des banques locales se chiffrent à 81,0 milliards de francs CFA et représentent 51,7% du service intérieur. Ce dernier qui était de 46,9 milliards de francs de CFA en 2014, augmente de 34,1 milliards de francs de CFA suite à l'importance du paiement effectué en faveur de la Banque Gabonaise et Française International (BGFI) et la prise en compte du remboursement partiel du prêt bancaire contracté en 2013 pour le paiement des rappels de solde des agents de l'Etat.

Le service de la dette moratoire est de 53,5 milliards de francs CFA, soit 34,2% du service intérieur. Il est en hausse de 7,9 milliards de francs CFA comparé à l'année précédente. Les engagements envers Gabon Telecom, Groupe Santullo Sericom et Poste SA représentent 81,0% du service des moratoires. Les 19,0% restants se répartissent entre 13 créanciers.

Le service dû au titre de la dette diverse se chiffre à 18,9 milliards de francs CFA et concentre 12,1% du service intérieur. Il augmente de 5,5 milliards de francs CFA par rapport à son niveau de 2014. Quatre (4) créanciers absorbent 87,5% de ce service, à savoir la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), La Compagnie du Komo, la société immobilière ALLUBI et le cabinet MOUKOUTI.

Le service relatif à la dette envers le marché financier régional pour sa part, se chiffre à 3,1 milliards de francs de CFA soit 2,0% du service intérieur. Ce service est en hausse de 2,0 milliards de francs CFA comparé à son niveau de l'année précédente.

Au final, le service de la dette public intérieur à été réalisé à hauteur de 85,5% en principal et 14,5% en intérêts.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2015

L'amortissement de la dette publique intérieure s'élève à 133,9 milliards de francs de CFA. Ce montant augmente de 28,7 milliards de francs CFA comparé à l'année antérieure où il était de 105,2 milliards de francs CFA.

Le montant en principal du service dû au profit du secteur bancaire se chiffre à 63,8 milliards de francs CFA, celui de la dette diverse à 18,9 milliards de francs CFA et celui de la dette moratoire à 5,2 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent respectivement 47,7%, 14,1% et 38,2% de l'amortissement intérieur.

Le marché financier régional quant à lui n'a enregistré aucun remboursement en 2015.

3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2015

Les charges financières relatives à la dette intérieure s'élèvent à 22,6 milliards de francs CFA en 2015. Elles augmentent de 20,7 milliards de francs CFA par rapport à leurs niveaux de l'année précédente qui était de 1,9 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par le montant significatif des intérêts dus aux banques locales.

Les intérêts dus aux secteurs bancaires se situent à 17,2 milliards de francs CFA, ceux relatifs à la dette moratoire à 2,3 milliards de francs CFA et enfin les charges financières au profit du marché financier régional à 3,1 milliards de francs CFA. Lesdites charges représentent respectivement 75,9%, 10,4% et 13,8% des intérêts intérieurs. Aucune charge n'a été payée au titre de la dette diverse.

4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

En 2015, le stock de la dette publique se chiffre à 3165,4 milliards de francs CFA. Il enregistre une hausse de 20,3% comparativement à son niveau de 2014 où il se situait à 2631,0 milliard de francs CFA. Cette situation est relative à l'augmentation des engagements extérieurs et intérieurs.

L'encours de la dette extérieure s'élève à 2884,2 milliards de francs CFA dont 0,7 milliards de francs CFA de dette garantie et 2883,5 milliards de francs CFA de dette directe. Ce stock croît de 17,5% par rapport à l'année précédente où il était de 2454,1 milliards de francs CFA en 2014.

L'encours de la dette intérieure en hausse de 59,0%, s'établit à 281,2 milliards de francs CFA en 2015 contre 176,9 milliards de francs CFA l'année précédente.

Le portefeuille de la dette publique comprend 91,1% d'engagements extérieurs et 8,1% d'engagements intérieurs. Bien que les créances extérieures demeurent dominantes, la part des prêts intérieurs augmente par rapport à l'année précédente où elle était à 6,7%.

TABLEAU N°9: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2015
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	2 884,2
Dettes Bilatérales	695,9
Dettes Multilatérales	383,3
Dettes Commerciales	496,3
Marché Financier International	1 308,7
Dettes Intérieures	281,2
Bancaire	0,0
Divers	41,3
Moratoires	75,3
Marché Financier Régional	164,7
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2015

En 2015, l'encours de la dette publique qui se chiffre à 3165,4 milliards de francs CFA comprend 2884,2 milliards de francs CFA de dette extérieure et 281,2 milliards de francs CFA de dette intérieure.

4.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2015

Le stock de la dette publique extérieure en 2015 qui s'élève à 2884,2 milliards de francs CFA croît de 17,5% par rapport à son niveau de l'année 2014 où il se situait à 2454,1 milliards de francs CFA. Cette augmentation provient de l'ensemble des catégories de dettes à l'exception de la dette commerciale.

Le stock de la dette bilatérale est de 695,9 milliards de francs CFA et représente 24,1% de l'encours total extérieur. Ce dernier qui était de 573,3 milliards de francs CFA en 2014, augmente de 21,4% suite essentiellement à l'importance des prêts envers les Etats-Unis, la France et la Chine qui progressent respectivement de 67,1%, 23,9% et 23,2%. Le stock de dette bilatérale est détenu à 97,3% par trois (3) pays que sont la Chine avec 75,0%, la France avec 19,7% et l'Allemagne avec 2,7%. L'encours lié à la dette bilatérale comprend 32,8 milliards de francs CFA d'engagement au titre du Huitième Club de Paris (CP8).

L'encours de la dette multilatérale représente 13,3% du stock de la dette extérieure soit 383,3 milliards de francs CFA; ce qui équivaut à une hausse de 9,3% comparativement à l'année 2014 où il s'élevait à 350,8 milliards de francs CFA. Cette situation résulte de l'augmentation des engagements envers le Fonds Européen de Développement (FED), la Banque Mondiale (BIRD), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et la Banque Islamique de Développement (BID). En 2015, la Banque Africaine de Développement demeure le principal créancier du Gabon avec 181,7 milliards de francs CFA soit 47,4% de la dette multilatérale. La Banque Islamique de développement vient en seconde position avec un montant de 135,9 milliards de francs CFA soit 35,4% du total de dette envers les organismes multilatéraux. Elle est suivie par la BDEAC et la BIRD avec respectivement 31,3 milliards de francs CFA et 25,7 milliards de francs CFA, ce qui correspond respectivement à 8,15% et 6,7% de dettes multilatérales. Le reste de l'encours de la dette multilatérale, soit 2,3% est concentrée parmi cinq (5) créanciers, notamment la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et le FIDA.

Le stock de la dette commerciale se chiffre à 496,3 milliards de francs CFA et représente 17,2% du total de la dette publique extérieure. Il est en baisse de 17,6% par rapport à l'année 2014 où il se situait à 602,7 milliards de francs CFA. Cette tendance provient essentiellement de la diminution des engagements envers les créanciers sud-coréens, britanniques, belges et espagnols. L'encours de la dette commerciale est dominé par les engagements envers quatre (4) partenaires que sont l'Autriche, la France, l'Espagne et la Grande Bretagne qui totalisent à eux seuls 73,6% de la dette commerciale. En effet, l'Autriche détient 25,8% de la dette commerciale, la France 21,0%, l'Espagne 16,1% et la Grande Bretagne 10,7%. Le reste de l'encours soit, 26,4% est due aux créanciers d'autres pays notamment Israël, la Suisse, la Belgique et les Etats-Unis.

L'encours de la dette envers le marché financier s'établit à 1308,7 milliards de francs CFA soit 45,4% de la dette extérieure. Ce stock qui était de 927,2 milliards de francs CFA en 2014 progresse de 41,0% suite à l'émission d'un emprunt obligataire sur le marché financier international en 2015.

4.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2015

En 2015, l'encours de la dette publique intérieure se chiffre à 281,2 milliards de francs CFA contre 176,9 milliards de francs CFA enregistré en 2014. Il progresse de 59,0%, suite à l'augmentation des reprises de passif et des engagements envers le marché financier régional. Le stock de la dette intérieure est composé de 14,7% de dette diverse, 26,8% de dette moratoire et de 58,6% de dette envers le marché financier régional.

Le stock de dette moratoire s'élève à 75,3 milliards de francs CFA en 2015. Ce dernier est en hausse de 33,4% par rapport à son niveau de l'année antérieure où il se situait à 56,4 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique par la consolidation des impayés sur les travaux et prestations diverses dues par l'Etat.

L'encours de la dette diverse d'un montant de 41,3 milliards de francs CFA en 2015 a quasiment triplé par rapport à son niveau de l'année précédente où il était de 13,4 milliards de CFA. Cette augmentation est essentiellement due à une hausse des reprises de passif par l'Etat par rapport aux années antérieures.

Le stock de la dette envers le marché financier régional passe de 62,6 milliards de francs CFA en 2014 pour s'établir à 164,7 milliards de francs CFA en 2015. Cet encours a plus que doublé sur les deux années. Cette augmentation s'explique d'une part, par la mobilisation d'un montant de 17,5 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA), et d'autre part, par un emprunt syndiqué d'un montant de 84,6 milliards de francs CFA.

En 2015, aucun emprunt n'a été contracté auprès des banques locales.

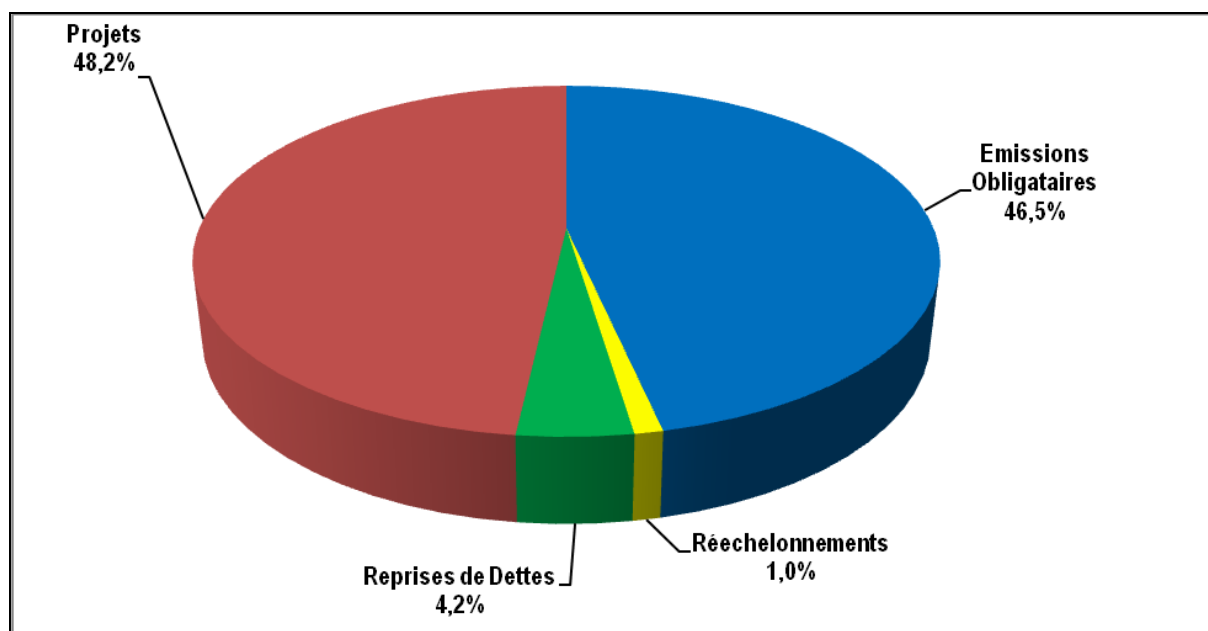
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2015

La mise en œuvre des projets concentre 48;2 % du total de l'encours de dette publique en 2015 soit 1525,7 milliards de francs CFA. Les opérations d'émissions d'emprunts obligataires, la dette rééchelonnée et les reprises de passifs qui représentent 51,8% du stock de la dette comptabilisent pour leur part 1639,7 milliards de francs CFA

Le stock de la dette publique relatif aux projets et celui hors projets croissent respectivement de 3,6% et 41,6% comparativement à leur niveau de l'année 2014 où ils se situent respectivement à 1472,7 milliards de francs CFA et 1158,3 milliards de francs CFA.

Le poids de l'encours lié aux projets, celui des reprises de passifs ainsi que celui du stock de dette rééchelonnée baisse correspondant respectivement à 48,2%, 4,2% et 1,0% en 2015 contre 56,0%, 4,9% et 1,5% l'année précédente. En revanche, la part des émissions obligataires augmente passant de 37,6% en 2014 à 46,5 %.

**GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2015
(EN POURCENTAGE)**



4.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2015

A fin 2015, l'encours de la dette publique par projet s'établit à 1525,7 milliards de francs CFA. Ce dernier a été orienté vers 87 projets dans 15 secteurs d'activités différents contre 84 projets dans 15 secteurs en 2014.

Le montant de la dette affecté au financement des projets dans le secteur de la route, de la santé, de l'électricité et de l'eau qui se situait à 1045,4 milliards de francs CFA en 2014, se chiffre à 1162,0 milliards de francs CFA en 2015, soit 76,2% du total de l'encours projet.

L'encours de la dette dans le secteur de la route s'élève à 603,3 milliards de francs CFA. Il regroupe dix-sept (17) projets dont les principaux sont la route Port-Gentil-Omboue et du pont sur l'Ogooué à Boué avec 28,0%, le Programme Routier phase 1 avec 22,0%, l'Aménagement route nationale 1 avec 13,0% et la Réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane avec 12,3% du total de l'encours dédié au secteur routier.

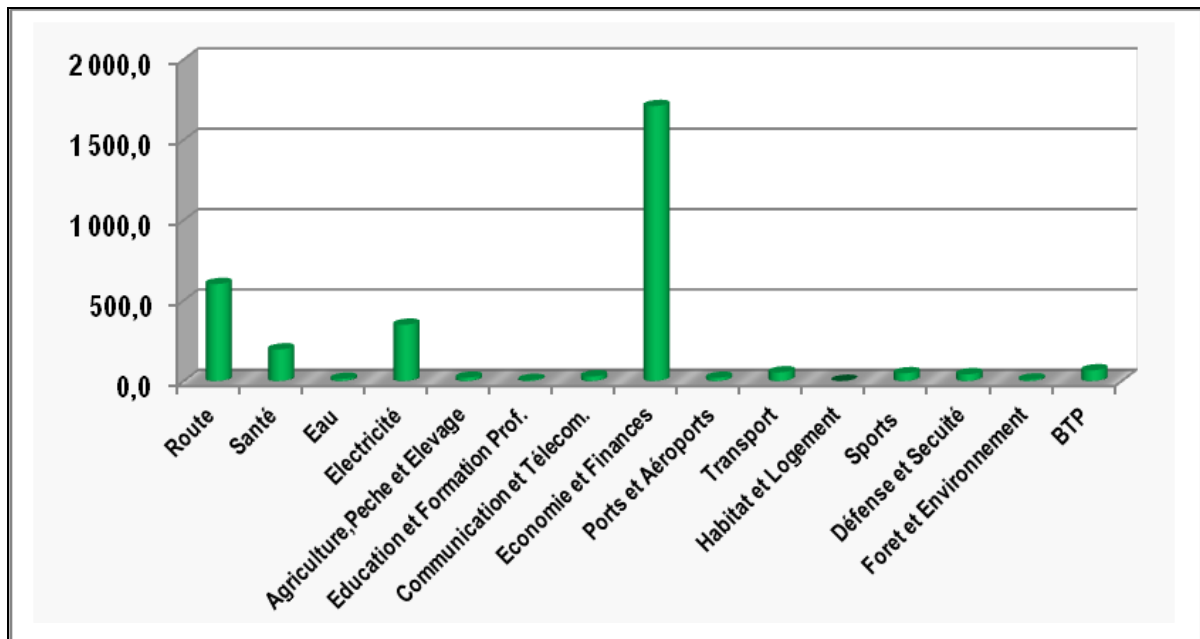
Le stock de la dette correspondant au secteur de l'électricité et de l'eau totalise 362,6 milliards de francs CFA et comprend six (6) projets. Ce sont essentiellement le Barrage Grand Poubara avec 64,0%, le Transport de l'Energie Electrique avec 17,7% et enfin la Centrale Electrique d'Owendo avec 10,4% du montant global de l'encours dudit secteur.

Le montant des engagements du secteur de la santé est de 196,1 milliards de francs CFA. Il est constitué de huit (8) projets dont les plus significatifs sont, le Centre Hospitalier Universitaire de Libreville, le Centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant,

l'Hôpital Universitaire d'Owendo et l'Hôpital Général d'Angondje avec respectivement 33,5%, 31,8%, 15,7% et 9,2% du total de l'encours du secteur de la santé.

Le montant de l'encours projet restant se chiffre à 363,7 milliards de francs CFA et correspond à 23,8% du total dudit encours. Ce stock concerne douze (12) secteurs totalisant cinquante-sept (57) projets, dont les principaux sont l'Aménagement des bassins versants, la Construction du Complexe Multisports Omar Bongo Ondimba, l'Aménagement des aéroports et l'Assainissement de la ville de Libreville.

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2015 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2015

En 2015, le stock de la dette publique hors projets s'établit à 1639,7 milliards de francs CFA. Il comprend les émissions obligataires pour un montant de 1473,3 milliards de francs CFA, les reprises de passifs pour 133,5 milliards de francs CFA et la dette rééchelonnée pour 32,8 milliards de francs CFA. Ces derniers représentent respectivement 89,9%, 8,1% et 2,0% de l'encours total.

L'encours des émissions obligataires se chiffre à 1473,3 milliards de francs CFA contre 989,8 milliards de francs CFA en 2014, soit une hausse de 48,9 %. Ce stock est composé de 164,7 milliards de francs CFA mobilisés sur le marché financier régional et de 1308,7 milliards de francs CFA levés sur le marché financier international. Ce dernier comprend 116,4 milliards de francs CFA relatif à l'Eurobond 2017, 892,1 milliards de francs CFA pour l'Eurobond 2024 et 300,6 milliards de francs CFA au titre du stock de dette de l'Eurobond 2025. Les ressources mobilisées sur le marché financier régional ont été affecté d'une part, à l'équilibre budgétaire et d'autre part, à l'aménagement des voiries urbaines de Libreville. En ce qui concerne les fonds obtenus sur le marché financier international, ils ont été orientés vers le désendettement partiel de la dette contractée

auprès du Club de Paris, au remboursement partiel de l'Eurobond 2017 et à l'avancée des travaux du Schéma Directeur National des Infrastructures.

Le stock de dettes rééchelonnées qui concerne les dettes renégociées avec les pays membres du huitième Club de Paris d'un montant de 32,8 milliards francs CFA, régresse de 18,3% par rapport à son niveau de l'année 2014.

L'encours relatif aux reprises de dette se chiffre à 133,5 milliards de francs CFA en 2015. Il croit de 4,1% comparativement à son niveau de l'année précédente où il se situait à 128,3 milliards de francs CFA. Ce stock concerne notamment la reprise de dette envers les fournisseurs de la Zone Economique Spéciale de Nkok, les arriérés de paiement des cotisations sociales de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, les arriérés de prestations de la Société d'Eau et d'Energie du Gabon et de Gabon Telecom pour le secteur public et enfin les arriérés de subventions de l'Etat vis-à-vis de la Poste Bank SA.

4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2015

Le portefeuille de la dette publique est principalement composé de monnaies à taux de change flottant, de prêts à taux d'intérêt fixe et de longues maturités.

L'encours à taux de change fixe progresse de 2,0% et celui à taux de change variable de 33,7% en 2015. Comparativement à l'année précédente où ils s'établissaient respectivement à 10,1% et 19,3%, le niveau des engagements à taux de change fixe augmente moins vite contrairement à celui des engagements à taux flottants.

Le stock des engagements à taux d'intérêt fixe augmente de 27,2% en 2015 comparativement à l'année précédente où ces taux étaient de 14,0%. L'encours de la dette publique à taux d'intérêt variable quant à lui, progresse très faiblement de 0,5% contre 18,9% l'année précédente. En définitive, le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique augmente par rapport à son niveau de 2014, passant de 3,7% à 4,2%.

Le portefeuille de la dette publique en 2015, enregistre une maturité moyenne de 10,3 ans contre 8,6 ans en 2014, soit une légère hausse de 1,7 an. Cette maturité moyenne est essentiellement portée par la durée de remboursement des emprunts bilatéraux.

4.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2015

L'encours de la dette à taux de change fixe s'établit à 1130,4 milliards de francs CFA et représente 35,7% de l'encours total. La dette à taux de change variable pour sa part, s'élève à 2035,0 milliards de francs CFA, soit 64,3% du total dudit encours.

La dette libellée en Euro se chiffre à 782,5 milliards de francs CFA, soit 69,2% des engagements à taux de change fixe. L'Euro reste la monnaie dominante des emprunts

contractés à taux de change fixe. Le Francs CFA quant à lui, totalise 347,9 milliards de francs CFA et représente 30,8 % de cet encours.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2015
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	1 715,2
Euros (EUR)	782,5
Dinars Koweïtiens (KWD)	1,9
Yuans Renminbi (CNY)	202,9
Dinars Islamiques (IDI)	111,5
Yens japonais (JPY)	2,3
Francs CFA (XAF)	347,9
Autres	1,2
Total Encours	3 165,4

L'encours à taux de change variable est largement influencé par le Dollar américain. En effet, il se chiffre à 1715,2 milliards de francs CFA, soit 84,3% du total de l'encours à change flottant. Le Yuan Renminbi et le Dinar Islamique pour leur part, concentrent respectivement 202,9 milliards de francs CFA et 115,5 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 10,0% et 5,5 % du stock total de la dette à change variable. Comparé à l'année 2014, le niveau des prêts contractés dans ces trois monnaies demeure quasiment identique. L'encours restant soit, 0,1% du portefeuille de la dette à change variable est libellé en Yen japonais et en Dinar Koweïtien.

En définitive, l'Euro et le Dollar américain représentent 78,9% du total de l'encours avec respectivement 24,7% et 54,2 %. La part de ces deux monnaies baisse de 1,2 point de base par rapport à l'année 2014 où elle était de 80,1%. Ce recule est dû à la baisse du poids de l'Euro dans l'encours de la dette publique. En effet, l'Euro diminue de 7,9 points de base entre les deux années. La part du Francs CFA dans le total de l'encours quant à elle, augmente passant de 9,6% en 2014 à 11,0% en 2015. Le poids du Yuan Renminbi reste quasiment stable sur les deux années. Ces quatre monnaies représentent à elles seules 96,3% de l'encours de la dette publique comme en 2014.

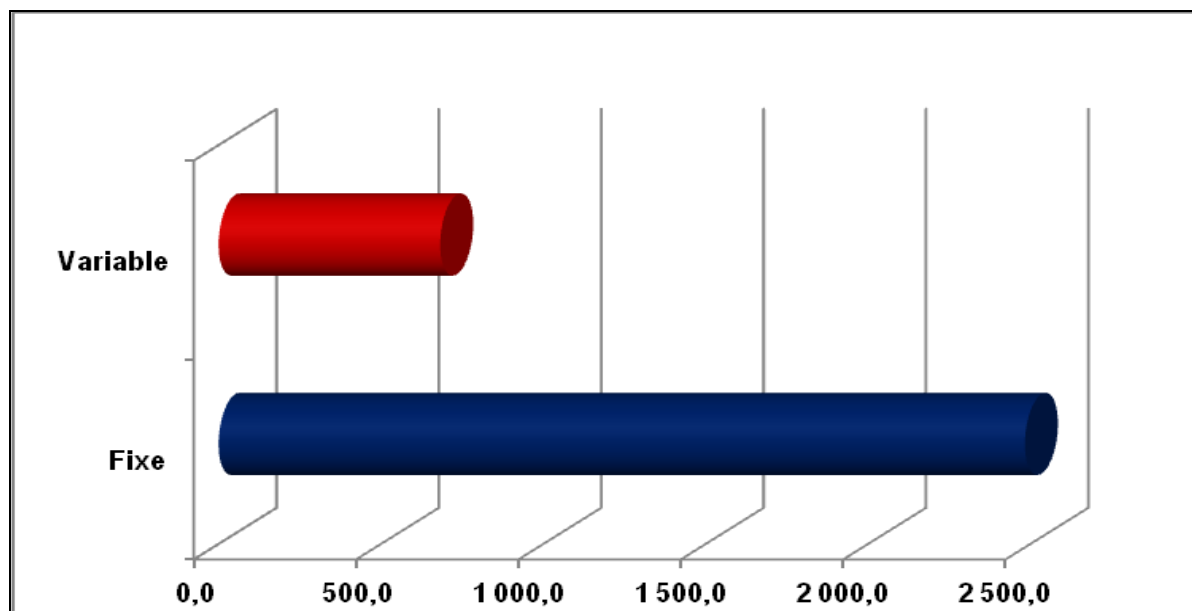
4.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2015

Le stock de la dette publique en 2015, est constitué d'emprunts à taux d'intérêt fixe à hauteur de 2483,0 milliards de francs CFA et d'emprunts à taux d'intérêt variable pour un montant de 682,4 milliards de francs CFA. L'encours de la dette à taux d'intérêt fixe qui était de 1952,2 milliards de francs CFA croît de 27,2% et celui de la dette à taux variable croît légèrement de 0,5% comparativement à l'année précédente où il s'établissait à 678,8 milliards de francs CFA.

En 2015, le poids de la dette à taux d'intérêt fixe dans l'encours total est de 78,4 % contre 74,2% en 2014. Il enregistre une hausse de 4,2 points à la suite de l'augmentation des engagements intérieurs.

La part des engagements à taux d'intérêt flottant baisse de 4,2 points passant de 25,8% en 2014 à 21,6% en 2015. La dette à taux d'intérêt variable demeure principalement composée des prêts conclus au taux Euribor pour un montant de 602,5 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 88,3% de l'encours de la dette à taux flottants. L'Euribor à six(6) et celui à trois (3) mois représentent respectivement 69,0% et 19,3% dudit encours. Les emprunts à taux Libor entièrement contractés au taux Libor six (6) mois, quant à eux, s'élève à 62,7 milliards de francs CFA, et représentent 9,2% de l'encours à taux d'intérêt flottant. La part de l'encours à taux variable restant, soit 2,5% est répartie entre plusieurs taux d'intérêt notamment le TEC10 qui compte pour 0,7%.

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2015
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



A fin 2015, le portefeuille de la dette publique a un taux d'intérêt moyen qui se situe à 4,2%.

Le montant des créances sans intérêt est de 459,6 milliards de francs CFA et totalise 14,5% de l'ensemble du stock de la dette. Ces créances comprennent principalement les emprunts contractés auprès de la Banque Islamique de Développement, de l'Agence Française de Développement et auprès des créanciers chinois pour ce qui est de la dette extérieure. Les créances intérieures, quant à elles, sont constituées de dettes diverses et moratoires.

Les prêts avec intérêt dont les taux sont inférieurs ou égaux à 3% se chiffrent à 1020,7 milliards de francs CFA. Ils représentent 32,3% du total de l'encours et se

composent essentiellement de dettes bilatérales chinoises, de dettes multilatérales et des dettes commerciales françaises et israéliennes.

Les engagements avec un taux d'intérêt, situé entre 3,0% et 6% s'élèvent à 345,7 milliards de francs CFA. Ces emprunts concentrent 10,9% de l'encours total de la dette publique. Ils sont constitués principalement de dettes commerciales et des prêts contractés auprès des pays membres du Club de Paris pour la dette extérieure et des émissions sur le marché financier régional pour la dette intérieure.

Le montant des emprunts ayant un taux d'intérêt compris entre 6,0% et 10% s'élève à 1339,3 milliards de francs CFA. Ces créances représentent 42,3% du stock global de la dette publique et se compose d'émissions obligataires effectuées sur le marché financier international et des prêts multilatéraux obtenus auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale.

Dans l'ensemble, le taux d'intérêt de l'encours de la dette publique demeure en deçà du seuil stratégique de 5%. Cette situation s'explique par la politique monétaire accommodante consistant à maintenir les taux d'intérêts de base à des niveaux bas; menée par les principales banques centrales occidentales depuis 2009.

TABLEAU N°11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2015
En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	459,6
0,0 à 3%	1 020,7
3,0 à 6 %	345,7
6,0 à 10 %	1 339,3
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

4.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2015

Le portefeuille de la dette publique a une maturité moyenne de 10,3 ans en 2015. Les prêts extérieurs ont une durée de remboursement moyenne de 11,1 ans tandis que la maturité moyenne des emprunts intérieurs est de 2,4 ans. Comparativement à l'année 2014 où elle se situait à 8,6ans, la durée moyenne de la dette publique augmente de 1,7an.

La maturité moyenne des engagements extérieurs est tirée majoritairement par la durée moyenne des prêts contractés auprès des partenaires bilatéraux, soit 19,5 ans. La maturité moyenne des prêts multilatéraux, commerciaux et celle envers le marché financier international s'établit respectivement à 9,5 ans, 7,3 ans et 8,5 ans.

Les prêts ayant une maturité comprise entre 0 et 5 ans s'élèvent à 700,2 milliards de francs CFA. Ils concentrent 22,1% de l'encours total. Cette maturité restante résulte des conditions obtenues sur les emprunts commerciaux mais surtout sur celles des émissions obligataires réalisées sur le marché financier régional.

Le montant des prêts ayant une maturité se situant entre 5,0 et 10 ans s'établit à 1623,9 milliards de francs CFA et représente 51,3% du total de l'encours. Ces prêts sont constitués des emprunts envers le marché financier international, des dettes multilatérales, commerciales et bilatérales.

Les engagements dont la maturité résiduelle est comprise entre 10,0 et 20 ans se chiffrent à 836,7 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 26,4% de l'encours global. Ces prêts comprennent les dettes bilatérales, multilatérales et commerciales.

Les emprunts ayant une durée restante supérieure à 20 ans s'élèvent à 4,6 milliards de francs CFA. Concentrant 0,1% du total de l'encours, ils sont composés des créances concessionnelles accordées par le Canada et le Fond Agricole de Développement (FAD).

TABLEAU N° 12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2015
En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2ans	327,7
2,0 à 5 ans	372,5
5,0 à 10 ans	1 623,9
10,0 à 20 ans	836,7
Plus de 20,0 ans	4,6
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

CONCLUSION

En 2015, l'exécution de la stratégie d'endettement s'est soldée par un niveau des nouveaux engagements se situant à 657,8 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 74,4% par rapport à la prévision. Les emprunts signés ont été orientés pour 84,5% vers la réalisation des projets d'investissement et pour 15,5% aux opérations d'équilibre du budget. Cette distribution traduit la volonté des Autorités de continuer à soutenir la production et la promotion des secteurs sociaux.

Les termes des nouveaux emprunts en 2015 sont contrastés par rapport à la prévision. La maturité moyenne a été inférieure à la prévision, s'établissant à 10,6 ans contre 11,8 ans. En revanche, le différé et le taux d'intérêt moyens ont été meilleurs que ceux prévus dans la stratégie. En effet, le délai de grâce et le taux d'intérêt se sont situés respectivement à 5,3 ans et à 4,9% contre 4,4 ans et moins de 5,0% prévus. Pour ce qui est de la couverture de risque, le portefeuille de nouveaux engagements est constitué de 78,4% d'emprunts à taux de change variable et 21,6% des prêts à taux de change fixe. Par ailleurs, 69,9% du portefeuille des nouveaux engagements est composé des prêts à taux d'intérêt fixe et 30,1% d'emprunts à taux d'intérêt flottant.

Le montant des décaissements sur les emprunts extérieurs et intérieurs s'est chiffré à 580,9 milliards de francs CFA. Ils ont été exécutés à hauteur de 90,3%. Concernant la dette extérieure, les décaissements sur prêt-projets ont été mobilisés auprès des partenaires bilatéraux, multilatéraux et commerciaux pour respectivement 38,2%, 15,0% et 15,2% du total des tirages sur prêt-projets. Les financements intérieurs sur prêt-projets pour leur part, ont été obtenus sur le marché financier régional par l'appel public à l'épargne. En définitive, les tirages effectués sur les prêts-projets ont été orientés vers la réalisation des projets d'infrastructures pour 58,2%.

A fin 2015, les ratios d'endettements sont passés au dessus du seuil stratégique en dehors de la charge de la dette. Le taux d'endettement est de 37,3% contre 35,0% fixé dans la stratégie d'endettement publique. De même le ratio du service sur les recettes budgétaires s'est établi à 28,1% contre un plafond arrêté à 25,0%. Pour ce qui est des intérêts sur les recettes budgétaires, ils se sont situés à 8,0 % contre 10,0% prévu dans la stratégie.

Le service de la dette publique s'est établi à 505,7 milliards de franc CFA dont 361,3 milliards de francs CFA de principal et 144,4 milliards de francs CFA d'intérêts, commissions et frais divers. Le service de la dette extérieure d'un montant de 349,2 milliards de francs CFA, représente 69,1% du service total. Le service de la dette intérieure pour sa part, s'est chiffré à 156,5 milliards de francs CFA, soit 30,9% du service total.

L'encours de la dette publique qui s'élève à 3165,4 milliards de francs CFA comprend 2884,2 milliards de francs CFA au titre de la dette extérieure et 281,2 milliards de francs CFA au titre de la dette intérieure. Le portefeuille de la dette publique est constitué de 35,7% d'engagements libellés à taux de change fixe et de 64,3% d'emprunts à taux de change variable. Les prêts à taux d'intérêt fixe représentent 78,4% du stock total de la dette publique et ceux à taux d'intérêt variable 21,6%. Pour ce qui est de la maturité moyenne du portefeuille, elle s'établit à 10,3 ans avec 11,1 ans pour les engagements extérieurs et 2,4 ans pour les emprunts intérieurs. Le différé et le taux d'intérêt moyens se situent respectivement à 3,1 ans et 4,2%.

ANNEXES

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Axe routier pk12-Bifoun	6,2
Route Akiéni-Okondja	0,4
Route Ndjolé- Medoumane	33,7
Route POG-OMBOUE-BOOUE	57,4
Route Lalara-Koumameyong-Ovan-Makokou	16,0
Hôpital Universitaire Mère et Enfant	9,6
Assainissement Port-Gentil	1,1
Projet de Développement Agricole	2,3
Projet de Développement Agricole Rural	0,9
Aménagement des Aéroports	0,2
Projet Dorsal de Communication	10,8
Promotion de l'investissement et de la compétitivité	1,3
Réseau Transport Energie Electrique	7,2
Centre Hospitalier Universitaire de Libreville Phase 2	13,9
Aménagement des bassins versants	10,6
Aménagement bassins versants Gue-gue	0,1
Equipement défense et sécurité	10,8
Voiries urbaines Libreville	84,6
Total Décaissements sur Prêts Projets	267,1

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montants
Infrastructures	155,5
Autres	111,6
Total Décaissements sur Prêts Projets	267,1

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2010 A 2015

En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dette Extérieure	254,0	209,3	259,1	614,5	279,2	349,2
<i>Principal</i>	184,7	143,4	186,8	484,2	185,3	227,4
<i>Intérêts</i>	69,3	65,9	72,3	130,3	93,9	121,8
Dette Bilatérale	42,1	46,3	46,4	28,6	38,3	50,4
<i>Principal</i>	32,8	36,4	36,9	17,2	23,8	36,6
<i>Intérêts</i>	9,3	9,9	9,5	11,4	14,5	13,9
<i>dont Club de Paris</i>	28,6	29,7	28,0	9,1	9,9	9,7
<i>Principal</i>	23,4	25,4	25,1	7,4	8,4	8,5
<i>Intérêts</i>	5,2	4,3	3,0	1,8	1,5	1,2
Dette Multilatérale	35,3	36,1	31,3	31,6	33,4	37,6
<i>Principal</i>	27,7	28,6	23,9	26,2	26,5	29,0
<i>Intérêts</i>	7,6	7,5	7,5	5,4	6,9	8,6
Dette Commerciale	127,7	90,4	144,2	141,9	150,3	160,4
<i>Principal</i>	112,2	76,5	126,1	122,1	135,0	139,0
<i>Intérêts</i>	15,5	13,9	18,2	19,7	15,2	21,3
Marché Financier International	48,9	36,5	37,2	412,4	57,4	100,9
<i>Principal</i>	12,1	1,9	0,0	318,7	0,0	22,9
<i>Intérêts</i>	36,8	34,6	37,2	93,7	57,4	78,0
Dette Intérieure	251,6	56,0	79,5	43,0	107,0	156,5
<i>Principal</i>	247,0	53,7	78,0	42,0	105,2	133,9
<i>Intérêts</i>	4,6	2,3	1,5	1,1	1,9	22,6
Bancaire	70,7	9,6	30,7	7,8	46,9	81,0
<i>Principal</i>	68,2	9,6	30,7	7,8	46,9	63,8
<i>Intérêts</i>	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	17,2
Divers	38,9	27,2	9,9	5,8	13,4	18,9
<i>Principal</i>	38,9	27,2	9,9	5,8	13,4	18,9
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	126,4	3,3	23,8	15,1	45,6	53,5
<i>Principal</i>	126,4	3,3	23,8	14,8	44,9	51,2
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7	2,3
Marché Financier Régional	15,7	15,9	15,1	14,3	1,1	3,1
<i>Principal</i>	13,6	13,6	13,6	13,6	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	2,1	2,3	1,5	0,8	1,1	3,1
Total Service de la Dette Publique	505,6	265,3	338,6	657,5	386,3	505,7
<i>Principal</i>	431,7	197,1	264,8	526,1	290,5	361,3
<i>Intérêts</i>	73,9	68,2	73,8	131,4	95,8	144,4

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2010 A 2015

En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dettes Extérieures	254,0	209,3	259,1	614,5	279,2	349,2
<i>Principal</i>	184,7	143,4	186,8	484,2	185,3	227,4
<i>Intérêts</i>	69,3	65,9	72,3	130,3	93,9	121,8
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
<i>Principal</i>	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	28,6	29,7	28,0	9,1	9,9	9,7
<i>Principal</i>	23,4	25,4	25,1	7,4	8,4	8,5
<i>Intérêts</i>	5,2	4,3	3,0	1,8	1,5	1,2
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	6,4	6,3	3,7	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	5,6	5,7	3,3	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,8	0,7	0,4	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	9,6	10,9	12,7	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	8,3	9,9	12,2	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	1,3	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	12,5	12,5	11,7	9,1	9,1	9,7
<i>Principal</i>	9,5	9,8	9,5	7,4	8,4	8,5
<i>Intérêts</i>	3,0	2,7	2,2	1,8	1,5	1,2
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	58,6	59,8	90,5	103,2	102,1	119,0
<i>Principal</i>	42,8	45,8	71,6	86,2	86,0	100,3
<i>Intérêts</i>	15,9	14,0	18,8	17,1	16,2	18,6
Dettes Divers (Divers)	72,7	36,6	59,9	41,2	54,8	54,2
<i>Principal</i>	72,7	36,4	59,7	38,4	54,7	54,2
<i>Intérêts</i>	0,0	0,2	0,2	2,9	0,1	0,0
Dettes Autres Bilatérales	9,6	10,2	12,0	16,7	21,7	27,8
<i>Principal</i>	5,8	5,0	6,3	7,3	9,7	12,4
<i>Intérêts</i>	3,8	5,2	5,7	9,4	12,0	15,4
Dettes Multilatérales	35,3	36,1	31,3	31,6	33,4	37,6
<i>Principal</i>	27,7	28,6	23,9	26,2	26,5	29,0
<i>Intérêts</i>	7,6	7,5	7,5	5,4	6,9	8,6
Emprunt Obligatoire USD	48,9	36,5	37,2	412,4	57,4	100,9
<i>Principal</i>	12,1	2,0	0,0	318,7	0,0	22,9
<i>Intérêts</i>	36,8	34,6	37,2	93,7	57,4	78,0
Dettes Intérieures	251,6	56,0	79,5	43,0	107,0	156,5
<i>Principal</i>	247,0	53,7	78,0	42,0	105,2	133,9
<i>Intérêts</i>	4,7	2,3	1,5	1,1	1,9	22,6
Bancaire	70,7	9,6	30,7	7,8	46,9	81,0
<i>Principal</i>	68,2	9,6	30,7	7,8	46,9	63,8
<i>Intérêts</i>	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	17,2
Divers	38,9	27,2	9,9	5,8	13,4	18,9
<i>Principal</i>	38,9	27,2	9,9	5,8	13,4	18,9
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	126,4	3,3	23,8	15,1	45,6	53,5
<i>Principal</i>	126,4	3,3	23,8	14,8	44,9	51,2
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7	2,3
Emprunt Obligatoire XAF	15,7	15,9	15,1	14,3	1,1	3,1
<i>Principal</i>	13,6	13,6	13,6	13,6	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	2,1	2,3	1,5	0,8	1,1	3,1
Total Service de la Dette Publique	505,6	265,3	338,6	657,5	386,3	505,7
<i>Principal</i>	431,7	197,2	264,8	526,1	290,5	361,3
<i>Intérêts</i>	74,0	68,1	73,8	131,4	95,8	144,4

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2015

En Millions de Devises

	Principal	Intérêts	Total
Euros	241,1	32,6	273,7
Dollars US	86,9	155,7	242,6
JPY	103,6	3,6	107,2
IDI	4,9	3,6	8,5
CNY	61,1	22,3	83,4
DTS	0,3	0,0	0,3
GBP	0,0	0,0	0,0
KWD	0,3	0,1	0,3
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	138 443,3	24 366,1	162 809,4

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Euros	158,1	21,4	179,5
Dollars US	53,0	93,3	146,3
JPY	0,7	0,0	0,7
IDI	4,1	3,1	7,1
CNY	6,1	2,2	8,3
DTS	0,2	0,0	0,2
GBP	0,0	0,0	0,0
KWD	0,5	0,1	0,7
CHF	0,0	0,0	0,0
XAF	138,4	24,4	162,8
Total Service de la Dette Publique	361,2	144,4	505,7

TABLEAU N° 19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2015
En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	49,4	6,4	55,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	10,8	1,5	12,3
<i>Prêts commerciaux</i>	38,6	4,9	43,5
Allemagne	5,5	1,2	6,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	4,7	1,0	5,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,8	0,2	1,0
Etats-Unis	12,4	0,0	12,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	12,4	0,0	12,5
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Royaume Uni	0,3	0,0	0,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,3	0,0	0,3
Chine	9,6	15,2	24,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	6,5	11,2	17,6
<i>Prêts commerciaux</i>	3,1	4,0	7,2
Espagne	24,1	5,1	29,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	24,1	5,1	29,2
Belgique	18,4	2,2	20,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,0	0,1
<i>Prêts commerciaux</i>	18,3	2,2	20,5
Suisse	28,6	0,0	28,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	28,6	0,0	28,6
Canada	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Japon	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,7	0,0	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Autriche	6,9	3,2	10,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,9	3,2	10,2
Afrique du Sud	6,5	0,0	6,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,5	0,0	6,5
Israël	6,7	1,6	8,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,7	1,6	8,2
Autres Pays	5,7	0,1	5,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,5	0,1	0,7
<i>Prêts commerciaux</i>	5,1	0,0	5,1
Emprunt Obligataire USD	22,9	78,0	100,9
Organismes multilatéraux	29,0	8,6	37,6
Total Service de la Dette Extérieure	227,4	121,8	349,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	36,6	13,9	50,4
<i>Prêts commerciaux</i>	139,0	21,3	160,4
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	22,9	78,0	100,9
<i>Organismes multilatéraux</i>	29,0	8,6	37,6

TABLEAU N°20 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

En Millions de Devises

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
EUR	Principal	156,3	176,5	159,4	143,3	116,3	109,0
	Intérêts	28,6	25,6	22,1	18,7	15,8	13,7
	Total	184,9	202,1	181,5	162,0	132,1	122,7
USD	Principal	20,4	188,9	42,0	38,4	53,1	51,8
	Intérêts	156,5	156,2	143,3	142,3	141,5	140,4
	Total	176,8	345,1	185,3	180,7	194,7	192,2
IDI	Principal	16,2	15,8	15,5	15,5	15,5	13,2
	Intérêts	3,7	3,2	2,8	2,4	2,0	1,6
	Total	19,8	19,0	18,3	17,9	17,5	14,8
JPY	Principal	91,7	91,7	91,7	91,7	91,7	32,6
	Intérêts	2,5	2,0	1,5	1,1	0,6	0,2
	Total	94,1	93,7	93,2	92,7	92,3	32,7
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	71,5	111,3	138,9	150,6	172,5	172,7
	Intérêts	41,5	41,5	40,3	37,8	35,2	32,1
	Total	113,0	152,9	179,1	188,4	207,7	204,9
SDR	Principal	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
KWD	Principal	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
	Intérêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Total	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
XAF	Principal	83 082,3	116 513,3	85 119,1	29 581,1	23 272,1	1 397,1
	Intérêts	18 704,2	14 702,8	8 572,5	3 743,6	1 953,9	542,8
	Total	101 786,5	131 216,2	93 691,6	33 324,7	25 226,0	1 939,9

TABLEAU N°21 : SERVICE PAR MONNAIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015
En Milliards de F.CFA

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
EUR	Principal	102,5	115,8	104,5	94,0	76,3	71,5
	Intérêts	18,8	16,8	14,5	12,3	10,4	9,0
	Total	121,3	132,6	119,0	106,3	86,7	80,5
USD	Principal	12,2	113,4	25,2	23,0	31,9	31,1
	Intérêts	93,9	93,8	86,0	85,5	85,0	84,3
	Total	106,1	207,1	111,2	108,5	116,9	115,4
IDI	Principal	13,5	13,2	12,9	12,9	12,9	11,0
	Intérêts	3,1	2,7	2,3	2,0	1,7	1,4
	Total	16,5	15,9	15,3	14,9	14,6	12,3
JPY	Principal	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,2
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,2
CHF	Principal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CNY	Principal	6,6	10,3	12,8	13,9	16,0	16,0
	Intérêts	3,8	3,8	3,7	3,5	3,3	3,0
	Total	10,5	14,1	16,6	17,4	19,2	18,9
SDR	Principal	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Total	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
KWD	Principal	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
	Intérêts	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
	Total	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
XAF	Principal	83,1	116,5	85,1	29,6	23,3	1,4
	Intérêts	18,7	14,7	8,6	3,7	2,0	0,5
	Total	101,8	131,2	93,7	33,3	25,2	1,9
Total	Principal	218,8	370,1	241,6	174,4	161,3	131,6
	Intérêts	138,5	132,0	115,3	107,1	102,4	98,3
	Total	357,4	502,0	356,9	281,5	263,6	229,8

TABLEAU N°22 : SERVICE PAR CATEGORIES DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dette Extérieure	Principal	140,7	261,3	161,6	145,6	138,6	130,2
	Intérêts	120,5	117,6	106,8	103,2	100,1	97,7
	Total	261,2	378,9	268,4	248,8	238,7	227,9
Dette Bilatérale	Principal	30,4	51,6	51,5	47,4	59,5	53,8
	Intérêts	20,9	20,2	18,8	17,3	16,0	14,8
	Total	51,3	71,8	70,3	64,7	75,5	68,6
Dette Multilatérale	Principal	33,5	33,2	33,1	34,5	33,2	31,1
	Intérêts	5,1	4,6	4,1	3,7	3,1	2,6
	Total	38,6	37,8	37,2	38,2	36,4	33,7
Dette Commerciale	Principal	76,8	89,2	77,0	63,7	45,8	45,3
	Intérêts	9,6	7,9	6,1	4,4	3,1	2,5
	Total	86,4	97,0	83,1	68,1	48,9	47,8
Marché Financier International	Principal	0,0	87,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	Intérêts	85,0	85,0	77,8	77,8	77,8	77,8
	Total	85,0	172,3	77,8	77,8	77,8	77,8
Dette Intérieure	Principal	78,1	108,8	79,9	28,8	22,7	1,4
	Intérêts	18,0	14,3	8,5	3,9	2,2	0,5
	Total	96,1	123,1	88,5	32,8	25,0	1,9
<i>Total Service sur Encours</i>	<i>Principal</i>	<i>218,8</i>	<i>370,1</i>	<i>241,6</i>	<i>174,4</i>	<i>161,3</i>	<i>131,6</i>
	<i>Intérêts</i>	<i>138,5</i>	<i>132,0</i>	<i>115,3</i>	<i>107,1</i>	<i>102,4</i>	<i>98,3</i>
	<i>Total</i>	<i>357,4</i>	<i>502,0</i>	<i>356,9</i>	<i>281,5</i>	<i>263,6</i>	<i>229,8</i>

TABLEAU N°23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2010 A 2015

En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dettes Extérieures	1 201,8	1 394,3	1 427,1	2 039,0	2 454,1	2 884,2
Dettes Bilatérales	306,8	337,3	349,0	461,8	573,3	695,9
dont Club de Paris	107,0	82,4	57,7	47,4	40,2	32,8
Dettes Multilatérales	189,2	222,6	242,0	262,1	350,8	383,3
Dettes Commerciales	270,9	390,4	402,0	496,4	602,7	496,3
Marché Financier International	434,9	444,0	434,1	818,7	927,2	1 308,7
Dettes Intérieures	89,4	56,6	57,0	244,2	176,9	281,2
Dettes Bancaires	10,8	1,6	5,0	76,4	44,5	0,0
Dettes Diverses	33,7	27,3	16,0	14,5	13,4	41,3
Dettes Moratoires	4,2	0,5	22,4	83,8	56,4	75,3
Marché Financier Régional	40,8	27,2	13,6	69,5	62,6	164,7
Total Dettes Publiques	1 291,2	1 450,9	1 484,1	2 283,2	2 631,0	3 165,4

TABLEAU N°24: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT DE 2010 A 2015

En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dettes Extérieures	1 201,8	1 394,3	1 427,3	2 039,0	2 454,0	2 884,2
Dettes Non Précédemment Rééchelonnées (NPRD)	0,7	0,5	0,5	0,2	0,2	0,1
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	107,0	82,4	57,7	47,4	40,2	32,8
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	9,5	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	22,1	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	75,4	66,2	57,7	47,4	40,2	32,8
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	301,2	422,0	444,6	507,7	541,8	521,5
Dettes Diverses (Divers)	5,7	22,2	17,8	67,0	140,5	98,5
Dettes Autres Bilatérales	163,1	200,6	230,7	336,0	453,3	539,3
Dettes Multilatérales	189,2	222,6	242,0	262,1	350,8	383,3
Marché Financier International	434,9	444,0	434,1	818,7	927,2	1 308,7
Dettes Intérieures	89,4	56,6	57,0	244,2	176,9	281,2
Dettes Bancaires	10,8	1,6	5,0	76,4	44,5	0,0
Dettes Diverses	33,7	27,3	38,2	14,5	13,4	41,3
Dettes Moratoires	4,2	0,5	0,2	83,8	56,4	75,3
Marché Financier Régional	40,8	27,2	13,6	69,5	62,6	164,7
Total Encours de la Dette Publique	1 291,2	1 450,9	1 484,1	2 283,2	2 630,9	3 165,4

TABLEAU N° 25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2010 A 2015

En Milliards de Francs CFA

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
France	103,5	144,3	168,1	207,3	224,9	241,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	67,1	68,2	75,2	87,5	110,4	136,8
<i>Prêts commerciaux</i>	36,4	76,1	93,0	119,8	114,6	104,2
Allemagne	77,9	61,8	42,4	36,0	25,9	20,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	62,4	47,2	33,8	27,8	23,2	18,5
<i>Prêts commerciaux</i>	15,5	14,5	8,6	8,2	2,7	2,3
Etats-Unis	12,8	10,3	22,4	18,6	17,6	20,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	11,8	10,3	5,8	5,3	4,6	7,7
<i>Prêts commerciaux</i>	1,0	0,0	16,6	13,3	13,1	12,3
Grande Bretagne	5,7	4,1	2,7	52,8	93,4	53,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	5,7	4,1	0,0	52,8	93,4	53,3
Chine	155,4	193,0	224,3	331,6	426,1	524,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	148,1	193,0	220,0	328,8	423,7	521,9
<i>Prêts commerciaux</i>	7,3	0,0	4,4	2,8	2,4	2,8
Espagne	86,3	126,0	117,5	123,1	115,0	80,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	4,0	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
<i>Prêts commerciaux</i>	82,3	125,7	117,3	122,9	114,9	80,0
Belgique	74,8	93,2	78,3	58,6	49,4	31,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,6	1,2	0,9	0,7	0,6	0,4
<i>Prêts commerciaux</i>	73,2	92,0	77,5	58,0	48,8	30,5
Canada	9,9	8,3	6,4	5,6	5,8	5,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	6,3	8,3	6,4	5,6	5,8	5,8
<i>Prêts commerciaux</i>	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	7,9	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	7,9	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	0,0	1,8	16,5	68,6	111,5	128,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	1,8	16,5	68,6	111,5	128,0
Japon	0,0	6,7	4,4	3,1	2,6	2,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	6,7	4,4	3,1	2,6	2,3
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	18,1	9,1	0,0	32,8	32,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	18,1	9,1	0,0	32,8	32,8
Israël	24,0	49,8	52,5	48,5	43,7	37,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	24,0	49,8	52,5	48,5	43,7	37,7
Koweït	0,0	1,9	1,7	1,7	1,9	1,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	1,9	1,7	1,7	1,9	1,9
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	0,0	3,5	2,4	1,4	1,1	0,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	3,5	0,0	1,4	1,1	0,6
Inde	0,0	2,2	2,2	1,2	0,4	0,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	2,2	1,2	0,4	0,4
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	19,5	0,0	0,0	0,0	23,9	11,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	10,5	0,0	0,0	0,0	23,9	11,6
Marché Financier International	434,9	444,0	434,1	818,7	927,2	1 308,7
Organismes multilatéraux	189,2	222,6	242,0	262,1	350,8	383,3
Total Dette Extérieure	1 201,8	1 394,3	1 427,1	2 039,0	2 454,1	2 884,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	310,3	337,3	355,7	461,8	573,3	695,9
<i>Prêts commerciaux</i>	267,4	390,3	395,3	496,4	602,7	496,3
<i>Marché Financier International</i>	434,9	444,0	434,1	818,7	927,2	1 308,7
<i>Organismes multilatéraux</i>	189,2	222,6	242,0	262,1	350,8	383,3

TABLEAU N° 26 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

Fixe	2 483,0
Variable	682,4
<i>Euribor-3 mois</i>	<i>131,7</i>
<i>Euribor-6 mois</i>	<i>470,8</i>
<i>Libor - 3 mois</i>	<i>0,0</i>
<i>Libor - 6 mois</i>	<i>62,7</i>
<i>TEC 10</i>	<i>4,8</i>
<i>Autres</i>	<i>12,3</i>
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

TABLEAU N°27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0%	459,6
0,0 à 3%	1 020,7
3,0 à 6 %	345,7
6,0 à 10 %	1 339,3
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

TABLEAU N° 28 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
0 à 2ans	310,2
2,0 à 5 ans	372,5
5,0 à 10 ans	1 641,3
10,0 à 20 ans	836,7
Plus de 20,0 ans	4,6
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

TABLEAU N° 29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Route	603,3
Santé	196,1
Eau	12,9
Electricité	349,7
Agriculture, Pêche et Elevage	20,2
Education et Formation Prof.	6,3
Communication et Télécom.	27,7
Economie et Finances	1 711,1
Ports et Aéroports	19,5
Transport	53,7
Habitat et Logement	0,4
Sports	47,6
Défense et Sécurité	41,7
Foret et Environnement	8,8
BTP	66,3
Total Encours	3 165,4

TABLEAU N° 30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2015

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	1 473,3
Rééchelonnements	32,8
Reprises de Dettes	133,5
Projets	1 525,7
Total Encours de la Dette Publique	3 165,4

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2010 A 2014

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2010 A 2014

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2015

TABLEAU N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2015

TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2015

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2015

TABLEAU N°7 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2015

TABLEAU N°8 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2015

TABLEAU N°9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2015

TABLEAU N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE A FIN 2015

TABLEAU N°11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2015

TABLEAU N°12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2015

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2015

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2015

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2010 A 2015

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2010 A 2015

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2015

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2015

TABLEAU N°19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT EN 2015

TABLEAU N°20 : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

TABLEAU N°21 : SERVICE PAR MONNAIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

TABLEAU N°22 : SERVICE PAR CATEGORIE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015

TABLEAU N°23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2010 A 2015

TABLEAU N°24 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊT DE 2010 A 2015

TABLEAU N°25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT DE 2010 A 2015

TABLEAU N°26 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2015

TABLEAU N°27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2015

TABLEAU N°28 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATUREITE RESTANTE A FIN 2015

TABLEAU N°29 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2015

TABLEAU N°30 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2015

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2010 A 2014

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014

GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014

GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR PRET-PROJETS PAR SECTEURS EN 2015

GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2015

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2015

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2015

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURES DE TAUX D'INTERET EN 2015

TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS	2
AVERTISSEMENT	3
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION.....	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2010 A 2014... 8	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2010 à 2014..... 8	8
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts de 2010 à 2014..... 8	8
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2010 à 2014 9	9
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2010 à 2014 10	10
1.2. Evolution des décaissements de 2010 à 2014 12	12
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2010 à 2014..... 12	12
1.2.1.1. Les financements sur les emprunts bilatéraux et multilatéraux de 2010 à 2014 12	12
1.2.1.2. Les décaissements sur les emprunts commerciaux et le marché financier international de 2010 à 2014 13	13
1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2010 à 2014 14	14
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2010 à 2014 14	14
1.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2010 à 2014..... 14	14
1.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2010 à 2014..... 16	16
1.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2010 à 2014..... 16	16
1.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2010 à 2014 16	16
1.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2010 à 2014..... 18	18
1.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2010 à 2014..... 19	19
1.5. Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2010 à 2014..... 19	19
1.5.1. Evolution du taux d'endettement public de 2010 à 2014..... 20	20
1.5.2. Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2010 à 2014 20	20
2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2015 21	21
2.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015 22	22
2.1.1. Nouveaux engagements en 2015 22	22
2.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2015..... 22	22
2.1.1.2. Répartition des nouveaux engagements en 2015 23	23
2.1.1.3. Répartition des nouveaux engagements extérieurs..... 23	23
2.1.1.4. Répartition des nouveaux engagements intérieurs 24	24
2.1.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015..... 24	24
2.1.2.1. Montant des décaissements en 2015 24	24
2.1.2.2. Affectation des décaissements en 2015..... 25	25
2.2. Conditions d'emprunt en 2015 27	27
2.2.1. Nouveaux engagements en 2015 28	28
2.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2015..... 28	28
2.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2015 28	28
2.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2015 29	29

2.2.1.4. Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2015	29
2.2.2. Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2015.....	30
2.2.2.1. Décaissements en devises en 2015	30
2.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen des décaissements sur FINEX et FININ en 2015	31
2.2.2.3. Taux d'intérêt moyen des décaissements en 2015	32
2.3 Indicateurs d'endettement public en 2015	32
2.3.1. Taux d'endettement public en 2015	33
2.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2015...	33
3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2015	34
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2015	35
3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2015.....	36
3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2015	36
3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2015	37
3.2. Service de la dette publique intérieure en 2015.....	38
3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2015	39
3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2015	39
4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2015.....	40
4.1. Encours de la dette publique par source de dette à fin 2015	40
4.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2015	40
4.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2015	42
4.2. Encours de la dette publique par affectation à fin 2015	42
4.2.1. Encours de la dette publique par projet à fin 2015	43
4.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2015.....	44
4.3. Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2015	45
4.3.1. Encours de la dette publique par monnaie à fin 2015.....	45
4.3.2. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2015.....	46
4.3.3. Encours de la dette publique par maturité à fin 2015	48
CONCLUSION.....	50
ANNEXES.....	52
LISTE DES TABLEAUX.....	64
LISTE DES GRAPHIQUES.....	66
TABLE DES MATIERES	67

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com

Site Web : www.dette.ga